

L. Trotsky

Œuvres

Juillet 1938

Table des matières

Il faut chasser des soviets la bureaucratie et la nouvelle aristocratie.....	5
Staline et ses complices condamnés.....	7
Encore sur la répression de Cronstadt.....	9
Pour la liberté dans l'éducation.....	11
[Vers un procès de diplomates ?].....	12
[D'autres chats à fouetter].....	13
Pour l'anniversaire de la mort de Reiss.....	14
La disparition de Rudolf Klement.....	15
[L'éducation de la jeunesse révolutionnaire].....	16
[Attente impatiente].....	17
[Un fonds pour l'imprimerie].....	18
[Un article d'Els a].....	19
[Brèves remarques].....	20
L'enquête sur la mort de Léon Sédov.....	21
Mes complots.....	24
Première discussion sur le <i>Labor Party</i>	25
Deuxième discussion sur le <i>Labor Party</i>	28
Le prochain procès des diplomates	33
[L'affaire Josephy]	35
[Pour publier].....	36
Discussion sur une éventuelle fusion avec les lovestonistes	37
Pour un art révolutionnaire indépendant.....	39
[Le manifeste sur l'art]	43
[Problème de date].....	44

Éditions françaises

(1^o juillet 1938)

Lettre à B. Grasset (8366), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Monsieur Grasset¹,

La mort de mon fils Léon Sédov² a interrompu nos relations. J'essaie par cette lettre de les rétablir.

On m'a écrit que la presse, pour des raisons faciles à comprendre, a fait un silence complet autour de mon dernier livre et que la vente en a été extrêmement modeste. Je le regrette, surtout pour votre maison qui a été si amicale pour moi. J'espère cependant que les grands événements qui approchent en U.R.S.S. vont de nouveau mettre ces livres à l'ordre du jour de l'opinion publique.

Je ne sais même pas si vous avez mené les pourparlers avec Rieder³ jusqu'au bout et quels sont les résultats⁴. Les documents de Léon Sédov, à cause de sa mort assez mystérieuse, me sont toujours inaccessibles. Cependant, voilà trois mois, après en avoir terminé avec l'investigation sur les procès de Moscou, que je travaille simultanément sur deux livres indépendants, *Lénine* et *Staline*. Les éditions Harpers, qui ont acheté les deux livres, insistent [pour] que celui sur Staline soit le premier. Je me suis engagé à le livrer en six mois et celui sur Lénine dans les douze mois postérieurs. Je me permets de vous envoyer le premier chapitre du livre sur Staline pour que vous puissiez décider s'il est susceptible de vous intéresser⁵.

Je vous serais reconnaissant de me répondre aussi tôt que possible, surtout concernant la dernière question.

¹ Bernard Grasset (1881-1955), éditeur parisien connu pour son audace, avait édité *La Révolution trahie* et *Les Crimes de Staline*.

² Léon Sedov (1936-1938), fils et collaborateur de Trotsky, était mort au mois de février précédent. C'était lui qui assurait les relations de son père avec les journaux et les éditeurs français.

³ Bernard Grasset avait envisagé le rachat des droits sur les grands livres de Trotsky détenu par les éditions Rieder.

⁴ Dans un premier temps, les archives de Sedov avaient été placées sous scellés. Maintenant Jeanne Martin faisait des difficultés pour les faire parvenir à Trotsky.

⁵ Bernard Grasset était intéressé par le *Staline*.

Il faut chasser des soviets la bureaucratie et la nouvelle aristocratie

(3 juillet 1938)

Article pour le bulletin intérieur (T4371), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

J'ai reçu, au sujet du mot d'ordre qui apparaît en tête de cet article, quelques remarques critiques qui sont d'un intérêt général et méritent donc qu'il y soit répondu non dans une lettre personnelle, mais dans un article¹.

Citons d'abord ces critiques.

L'exigence de « *chasser des soviets la bureaucratie et la nouvelle aristocratie* », ne tient pas compte, selon mon correspondant, des graves conflits sociaux qui existent à l'intérieur de la bureaucratie et de l'aristocratie, dont des fractions passeront dans le camp du prolétariat, comme il est dit dans un autre passage de la même thèse (le projet de programme).

Cette exigence (« chasser... la bureaucratie... ») établit une base fautive (« mal définie ») pour le fait que des dizaines de millions de personnes (y compris les ouvriers qualifiés) sont privés du droit de vote.

Cette exigence est en contradiction avec la partie du programme qui affirme que « la démocratisation des soviets est impossible sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes indiqueront librement par leur vote quels partis ils reconnaissent comme des partis soviétiques ».

« *En tout cas* », poursuit l'auteur de la lettre, « *Il ne semble pas y avoir de raison politique valable pour décider a priori de priver du droit de vote des groupes sociaux entiers de la société russe d'aujourd'hui. La privation du droit de vote devrait reposer sur des actes politiques de violence commis par des groupes ou des individus contre le nouveau pouvoir soviétique* ».

Finalement, l'auteur de cette lettre souligne également que c'est la première fois que le mot d'ordre de « *privation du droit de vote* » est mis en avant, qu'il n'y a pas eu de discussion à ce sujet, et qu'il serait préférable de renvoyer cette question à un examen approfondi après la conférence internationale.

Telles sont les raisons et les arguments de mon correspondant. Malheureusement je ne peux en aucune façon les accepter. Ils expriment une attitude formelle, juridique, purement constitutionnelle, sur une question qu'il faut précisément aborder d'un point de vue politique révolutionnaire. La question n'est pas de savoir qui les nouveaux soviets priveront du pouvoir quand ils auront été définitivement établis : on peut laisser tranquillement à l'avenir le soin d'élaborer la nouvelle constitution soviétique. La question, c'est comment se débarrasser de la bureaucratie soviétique, qui opprime et vole les ouvriers et les paysans, qui mène à leur ruine les conquêtes d'Octobre, et qui constitue l'obstacle principal sur la voie de la révolution internationale. Nous sommes depuis longtemps arrivés à la conclusion que cela ne peut être réalisé que par le renversement violent de la bureaucratie, c'est-à-dire par une nouvelle révolution politique.

Bien entendu, il y a dans les rangs de la bureaucratie des éléments révolutionnaires sincères du type de Reiss². Mais ils ne sont pas nombreux et, en tout cas, ils ne déterminent pas la physionomie politique de la bureaucratie, laquelle est une caste thermidorienne centralisée, couronnée par la clique bonapartiste de Staline. On peut être sûr que, plus déterminé sera le mécontentement des travailleurs et plus s'accroîtra la différenciation à l'intérieur de la bureaucratie. Mais, pour atteindre cet objectif, il nous faut d'une part comprendre théoriquement, mobiliser politiquement et organiser la *haine des masses contre la bureaucratie en tant que caste dirigeante*. De véritables soviets d'ouvriers et de paysans ne peuvent surgir que dans le cours du soulèvement contre la bureaucratie. De tels soviets s'opposeront à l'appareil militaire-policière de la bureaucratie. Comment pourrions-nous donc admettre dans les soviets les représentants du camp contre lequel se produit le soulèvement ?

Des critères erronés

Mon correspondant, je l'ai déjà indiqué, considère que les critères pour désigner la bureaucratie et l'aristocratie sont erronés (« *mal définis* ») puisqu'ils conduisent au rejet a priori de dizaines de millions de personnes. C'est précisément en cela que réside l'erreur centrale de l'auteur de cette lettre. Il ne s'agit pas d'une détermination « constitutionnelle », appliquée sur la base de critères juridiques déterminés, mais de la véritable autodétermination des camps en lutte. Les soviets ne peuvent apparaître qu'au cours de la lutte décisive. Ils seront créés par ces couches de travailleurs qui se seront mises en mouvement. La signification des soviets réside précisément dans le fait que leur composition, n'est pas déterminée par des critères formels, mais par la dynamique de la lutte des classes. Certaines des couches de « l'aristocratie » soviétique oscilleront entre le camp des ouvriers révolutionnaires et le camp de la bureaucratie. Leur entrée dans les soviets et sa date dépendront du développement général de la lutte et de l'attitude qu'adopteront à son égard les différents groupes de l'aristocratie soviétique. Ceux des éléments de la bureaucratie et de l'aristocratie qui passeront du côté des rebelles au cours de la révolution trouveront certainement place dans les soviets. Mais cette fois, pas en qualité de bureaucrates et d'« aristocrates », mais en qualité de participants à la rébellion contre la bureaucratie.

L'exigence de « *chasser des soviets* » la bureaucratie ne peut en aucun cas être opposée à celle de la légalisation des partis soviétiques. En réalité, ces mots d'ordre se complètent l'un l'autre. Actuellement les soviets ne sont qu'un appendice décoratif de la bureaucratie. C'est seulement en chassant la bureaucratie - ce qui est impensable en dehors d'un soulèvement révolutionnaire - qu'on pourra régénérer la lutte entre différentes tendances et différents partis à l'intérieur des soviets. « *Les ouvriers et les paysans*

¹ La phrase qui figure comme titre de l'article de Trotsky est extraite du **Programme de Transition** dans lequel il avait défini les grands traits de la « révolution politique ». Trotsky avait reçu une lettre d'un dirigeant américain qui la critiquait. Ce dirigeant, Joseph Friedman, dit Joe Carter (1910-1957) avait été, tout jeune, un dirigeant des Jeunesses socialistes (Y.P.S.L.) à New York. Il était passé aux J.C. (Y.W.L.) en 1928 et presque aussitôt, à 18 ans, à l'Opposition de gauche et avait été exclu au mois de décembre du P.C. américain. Il avait ensuite dirigé la Youth Spartacus League et était membre du comité national du S.W.P. Il était un adversaire permanent de Cannon. Trotsky voulait que la discussion qu'il soulevait soit portée devant tous les militants.

² Ignace Reiss était le nom sous lequel avait été connu, après sa mort, l'agent du G.P.U. Ludwig, de son vrai nom Ignacy S. Poretski (1899-1937) : vieux communiste polonais au service des renseignements de l'Armée rouge, haut fonctionnaire du G.P.U. en Occident, il avait décidé de rompre avec Staline et de rejoindre la IV^e Internationale ; il avait été assassiné en Suisse au début de septembre 1937.

eux-mêmes indiqueront librement par leur vote quels partis sont soviétiques », dit la thèse. Mais c'est précisément pour cela qu'il faut avant tout bannir des soviets la bureaucratie.

Il est en outre faux de dire que ce mot d'ordre représente quelque chose de nouveau dans les rangs de la IV^e Internationale. Il est possible que sa formulation soit nouvelle, mais pas son contenu. Pendant longtemps, nous avons été sur la position de la réforme du régime soviétique. Nous espérions qu'en organisant la pression des éléments de l'avant-garde, l'Opposition de gauche serait capable, avec l'aide des éléments progressistes de la bureaucratie elle-même, de réformer le système soviétique. Nous ne pouvions éviter cette étape. Mais le cours ultérieur des événements a au moins réfuté la perspective d'une transformation pacifique du parti et des soviets. D'une position en faveur de la réforme, nous sommes passés à la position de la révolution, c'est-à-dire du renversement de la bureaucratie par la violence. Mais comment peut-on simultanément renverser la bureaucratie par la violence et lui accorder une place légale dans les organes de l'insurrection ? Si l'on envisage jusqu'au bout les tâches révolutionnaires auxquelles sont confrontés l'ouvrier et le paysan soviétique, il nous faut admettre que le mot d'ordre qui sert de titre à cet article est juste, évident et urgent. C'est pourquoi, selon moi, la conférence internationale devrait le ratifier¹.

¹ Trotsky écrivit ensuite à Carter : « Cher Camarade Carter, Du fait du caractère général de votre lettre, j'ai préféré, dans l'intérêt de l'affaire, y répondre dans un article que j'inclus pour le comité national. Vous pouvez la publier dans le *Bulletin intérieur* ou autrement, si vous le jugez nécessaire » (Lettre à Carter, 4 juillet 1938, 7574, avec la permission de la Houghton Library, traduite de l'anglais).

Staline et ses complices condamnés

(5 juillet 1938)

Communiqué de presse (T 4375), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Le texte du verdict de la commission internationale d'enquête a été publié sous le titre *Not Guilty* (Non coupables), verdict rendu nominaleme nt sur Léon Trotsky et Léon Sédov, mais qui concerne en fait Staline et ses complices. Rappelons d'abord les noms des juges :

John Dewey, président de la Commission, philosophe américain connu, grand professeur à l'université de Columbia et qui fait autorité dans le monde entier sur les questions pédagogiques.

*John Chamberlain*¹, avocat américain, critique littéraire au *New York Times* depuis de longues années, chargé de cours à l'université de Columbia pour le journalisme.

*Edward Ross*², le plus grand sociologue américain, professeur à l'université de Wisconsin.

*Benjamin Stolberg*³, publiciste américain connu pour ses travaux sur les questions du mouvement ouvrier.

*Carlo Tresca*⁴, chef de l'anarcho-syndicalisme américain, éditeur du journal *Il Martello*, et qui a dirigé de nombreuses grèves.

*Suzanne LaFollette*⁵, secrétaire de la commission, écrivain connu et rédactrice de publications radicales.

Alfred Rosmer, personnage important du mouvement ouvrier français, membre du comité exécutif du Comintern en 1920-1921 et rédacteur en chef de *l'Humanité* en 1923-1924.

Otto Rühle, depuis longtemps membre de l'aile gauche de la social-démocratie allemande, compagnon d'armes de Karl Liebknecht, auteur d'une biographie de Karl Marx.

*Wendelin Thomas*⁶, ancien dirigeant de la révolte des marins allemands du 7 novembre 1918, puis député au Reichstag (1920-1924).

*Francisco Zamora*⁷ ancien membre du comité exécutif de la Confédération du Travail Mexicaine, professeur d'économie politique, éminent publiciste marxiste.

Le conseiller juridique de la commission était *John Finerty*⁸ avocat libéral connu aux Etats-Unis.

Tous les membres de la commission ont derrière eux un long passé méritant dans les divers domaines de la vie sociale, scientifique et politique. Ils ont tous défendu la révolution d'Octobre contre les calomnies de la réaction. Beaucoup d'entre eux ont participé à des campagnes contre les procès à sensation de Sacco et Vanzetti⁹, de Tom Mooney etc. Sauf A. Rosmer, qui a été, à certains moments, très lié politiquement à L.D. Trotsky, tous les autres membres de la commission, aussi bien pour leur majorité libérale que pour leur minorité marxiste, tous ont toujours été et restent des adversaires du prétendu « trotskysme ».

La commission a travaillé sous pression pendant plus de huit mois ; elle a questionné de nombreux témoins, directement ou par l'intermédiaire d'une sous-commission spéciale à Paris, elle a étudié des centaines de documents et formulé ses conclusions dans le verdict qui contient 422 pages d'une écriture serrée.

Chaque point de l'accusation contre Trotsky et Sédov, chacun des aveux des accusés, chaque témoignage, est repris de façon exhaustive dans des paragraphes différents. Le texte du verdict contient 247 de ces paragraphes.

Il est évidemment impossible de donner ici le contenu complet du livre qui restera toujours un monument d'honnêteté, de clairvoyance politique et juridique et d'application inlassable. Tous les faits, toutes les dates, tous les témoignages et arguments, disséminés dans les comptes rendus officiels des procès de Moscou comme dans les publications critiques et polémiques des

¹ John Chamberlain (né en 1903) était notamment l'auteur de *Farewell to Reform* (Adieu à la Réforme).

² Edward Allsworth Ross (1886-1951) avait voyagé en Russie pendant la révolution et rencontré Trotsky qu'il avait même interviewé ; mais Trotsky ne s'était pas encore rendu compte que ce « commissaire » était l'homme qui l'avait interviewé autrefois.

³ Benjamin Stolberg (1891-1951), d'origine allemande, avait, comme Ross, participé au comité de défense de Trotsky avant de rejoindre la commission d'enquête.

⁴ Carlo Tresca (1879-1943), socialiste en Italie, émigré aux Etats-Unis au début du siècle, devenu anarcho-syndicaliste, avait été l'âme des I.W.W. au côté de Bill Haywood. Editeur d'*Il Martello*, périodique politique en italien de New York, il était connu pour son combat pour les Droits de l'Homme et la haine que lui portaient les fascistes. Il avait fait partie de la commission Dewey et dénoncé un début de l'année les crimes du G.P.U. en Espagne.

⁵ Suzanne LaFollette (née en 1893), journaliste, nièce du fameux sénateur progressiste Robert M. LaFollette, avait dirigé pendant plusieurs années *The New Freeman* (Le Nouvel Homme Libre). Figure typique du « libéralisme » américain - défenseur des libertés - elle avait été secrétaire de la commission et avait effectué un énorme travail. Le 6 juillet Trotsky lui écrivait (8770) : « J'ai reçu le premier exemplaire de *Not Guilty*. Ce livre demeurera comme un monument d'intelligence, de passion et de patience. Acceptez mon admiration amicale » (avec la permission de la Houghton Library, traduit de l'anglais).

⁶ Wendelin Thomas (né en 1884), avait été député au Reichstag puis fonctionnaire de l'I.C., et avait rompu avec le K.P.D. en 1933. Il avait émigré aux Etats-Unis. C'est avec lui que Trotsky avait polémique au sujet de Cronstadt.

⁷ Francisco Zamora Padilla (né en 1891) était un des personnages publics les plus connus du Mexique : Nicaraguayen de naissance, il avait été le grand journaliste de la révolution mexicaine, père du journalisme moderne avec la fondation d'*B Universal*. Economiste et professeur d'économie à Mexico, c'est lui qui avait introduit les idées de Marx dans le pays. Il avait milité à la C.T.M. avant que Lombardo Toledano soit gagné à Moscou et entretenait de bonnes relations avec Trotsky.

⁸ John Finerty (1885-1967), avocat à Washington puis New York était passé du droit des affaires aux droits de l'Homme ; défendant précisément les victimes des plus célèbres procès « fabriqués » aux Etats-Unis, Sacco, Vanzetti, Tom Mooney. Il était l'avocat de la commission.

⁹ Nicola Sacco (1891-1927) et Bartolomeo Vanzetti (1888-1927) ouvriers italiens émigrés, anarchistes, avaient été condamnés à mort pour vol à main armée et un meurtre qu'ils n'avaient pas commis et furent exécutés sept ans après en dépit d'une campagne mondiale : ils ont été officiellement réhabilités il y a quelques années. Tom Mooney (1882-1942), militant ouvrier de la côte ouest, avait été condamné à mort en 1916 pour un attentat qui avait fait neuf victimes. Le dossier était plus que mince et il protestait de son innocence. Sa peine fut finalement commuée en détention à vie, et il fut libéré en 1939. Sa cause avait mobilisé des militants dans le monde entier.

amis ou des adversaires du G.P.U., ont été soumis à une analyse minutieuse. Tous les faits douteux ont été éliminés pour ne conserver que les faits indiscutables d'où sont tirées des conclusions tout aussi indiscutables. Vous les connaissez :

Le paragraphe 246 dit : « *Sur la base de toutes les données examinées ici et de toutes les conclusions établies, nous décidons que les procès d'août 1936 et de janvier 1937 étaient des falsifications judiciaires.* »

Le dernier paragraphe, le n°247, dit : « *Sur la base de toutes les données examinées ici et de toutes les conclusions établies, nous déclarons Léon Trotsky et Léon Sédov non coupables.* »

Aucune puissance ne pourra jamais soustraire ce livre aux courants de l'opinion publique mondiale. Les amis et avocats du G.P.U. se casseront les dents sur ces arguments indestructibles. Le verdict a été rendu et il n'y a pas d'appel. Le fer rouge a marqué le front de Staline : organisateur de la plus grande falsification judiciaire de l'histoire !

L.L. Sédov, qui a investi toutes ses forces dans la révélation de la vérité au sujet des procès de Moscou, n'a pas vécu assez longtemps pour voir la publication de ce livre historique. Il a eu au moins la satisfaction de prendre connaissance du résumé du verdict, publié le 20 septembre de l'année dernière. La vérité sur les accusateurs de Léon Sédov est enfin révélée. Il reste à faire la vérité sur ses assassins. Nous ne nous autoriserons aucun repos tant que cette tâche ne sera pas menée à bien.

Encore sur la répression de Cronstadt

(6 juillet 1938)

Article (T4377), traduction du russe revue, avec la permission de la Houghton Library.

Dans mon récent article sur Cronstadt¹, j'ai essayé de poser la question sur un plan politique. Mais beaucoup de gens sont intéressés par le problème des « responsabilités » personnelles. Souvarine² qui, de marxiste indolent, est devenu calomniateur excité, déclare dans son livre sur Staline que, dans mon autobiographie, je me suis délibérément tu au sujet de la rébellion de Cronstadt : il y a, dit-il ironiquement, des exploits dont on ne se glorifie pas³. Ciliga, dans son livre *Au Pays du Grand Mensonge*⁴, rapporte que j'ai tué « plus de dix mille marins »⁵ (je doute que la flotte de la Baltique en ait compté autant à l'époque). D'autres critiques s'expriment ainsi : oui, objectivement, la rébellion a eu un caractère contre-révolutionnaire, mais pourquoi Trotsky a-t-il usé d'une répression aussi impitoyable dans la pacification qui a suivi ?

Je n'ai jamais parlé de cette question. Non que j'aie quoi que ce soit à cacher, mais au contraire, précisément parce que je n'avais rien à dire. La vérité sur cette question, c'est que, personnellement, je n'ai nullement participé à l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt, ni à la répression qui suivit. Ce fait, réel, n'a aucune signification politique à mes yeux. J'étais membre du gouvernement, je considérais comme nécessaire la liquidation de cette révolte, et je porte donc la responsabilité de sa suppression. Jusqu'à présent, je n'ai répondu à la critique que dans ces limites. Mais, lorsque les moralistes commencent à m'attaquer personnellement, m'accusant de cruauté excessive non nécessitée par les circonstances, je considère que j'ai le droit de leur dire : « Messieurs les moralistes, vous mentez un peu ! »

La rébellion éclata durant mon séjour dans l'Oural. De l'Oural, je me rendis directement à Moscou, pour le X^e congrès du parti. La décision de supprimer la révolte par la force militaire, si la forteresse ne pouvait pas être amenée à se rendre, d'abord par des négociations de paix, puis par un ultimatum, cette décision générale a été adoptée avec ma participation directe. Mais, après que la décision fut prise, je continuai à rester à Moscou et ne pris aucune part, ni directe, ni indirecte, aux opérations militaires. Quant aux répressions consécutives, elles furent intégralement l'affaire de la Tchéka⁶.

Comment se fit-il que je n'allai pas personnellement à Cronstadt ? La raison était de nature politique. La révolte éclata pendant la discussion sur ce qu'on appela la « question syndicale ».

Le travail politique à Cronstadt était entièrement entre les mains du comité de Pétrograd, dirigé par Zinoviev. Le même Zinoviev était le dirigeant principal, le plus infatigable et le plus passionné dans la lutte contre moi dans cette discussion. Avant mon départ pour l'Oural, j'étais à Pétrograd, où j'avais pris la parole dans une réunion de marins communistes. L'atmosphère générale de cette réunion m'avait fait une impression très défavorable. Des marins élégants, bien habillés, communistes de nom seulement, faisaient l'impression de parasites, comparés aux ouvriers et soldats de l'Armée rouge de l'époque. Le comité de Pétrograd menait la campagne d'une façon parfaitement démagogique. Le personnel dirigeant de la flotte était isolé et terrifié. La résolution de Zinoviev reçut probablement 90 % des voix. Je me rappelle avoir dit à Zinoviev à cette occasion : « Tout va très bien ici, jusqu'à ce que cela aille très mal. » Par la suite, Zinoviev vint avec moi dans l'Oural où il reçut un message urgent disant qu'à Cronstadt les choses tournaient « très mal ». L'immense majorité des marins « communistes » qui défendaient la résolution de Zinoviev prit part à la rébellion. Je considérai, et le bureau politique ne fit pas d'objection, que les négociations avec les marins, et, si nécessaire, leur pacification, devaient être menées par les dirigeants qui avaient, la veille encore, toute leur confiance politique. Autrement les Cronstadtien auraient pu considérer l'affaire comme si je venais prendre sur eux une revanche pour leur vote contre moi pendant la discussion du parti.

Justes ou non, ce sont, en tout cas, ces considérations qui déterminèrent mon attitude. Je suis resté complètement et ostensiblement à l'écart de cette affaire. En ce qui concerne la répression, autant que je m'en souviens, c'est Dzerjinski⁷ qui en eut la charge personnelle, et Dzerjinsky ne pouvait tolérer dans ses fonctions - et à juste titre - l'immixtion de qui que ce soit.

Je ne sais pas s'il y a eu des victimes inutiles. Sur ce point, je crois Dzerjinsky plutôt que ses critiques tardifs. Faute de données, je ne peux pas préciser aujourd'hui, a posteriori, qui a été puni et comment. Les conclusions de Victor Serge⁸ sur ce point - de troisième main - n'ont pas de valeur à mes yeux.

¹ Il s'agit de « *Beaucoup de Tapage autour de Cronstadt* », *Œuvres*, 16, pp. 69-83.

² Boris Souvarine, journaliste d'origine russe, avait été l'un des animateurs du courant pour l'adhésion à l'I.C. dans le parti socialiste en France. Il avait soutenu Trotsky et l'Opposition de gauche russe en 1924 et publié *Cours nouveau*, ce qui lui avait valu d'être exclu du P.C. dont il avait été l'un des pionniers. Il avait rompu avec Trotsky en 1929. En 1935, il avait publié chez Plon un livre intitulé *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*.

³ Page 261 de l'édition de 1935 de son *Staline*, Souvarine écrivait : « On ne se glorifie pas de certaines victoires. Trotsky a consacré tout juste deux lignes de ses mémoires à l'affaire de Cronstadt pour y reconnaître un "dernier avertissement" signifié à son parti. »

⁴ Ante Ciliga (né en 1896), un Croate, Italien de nationalité, dirigeant du P.C. yougoslave en exil à Moscou, membre de l'Opposition de gauche, avait été arrêté en 1930, enfermé à Verkhneouralsk puis déporté. A sa sortie d'U.R.S.S., il avait initialement collaboré au *Bulleten Oppositsii*. Il venait de publier en France, chez Gallimard, ce livre qui a été républié avec un second livre de 1949, sous le titre *Dix ans aux pays du mensonge déconcertant*, aux Editions Champ libre.

⁵ Ce n'est pas exactement cela. Dans son livre, Ciliga cite un ancien insurgé de Cronstadt, un ancien tchékiste, qu'il dit avoir interrogé en prison sur la révolte. L'homme parle de la répression et dit notamment : « On fusilla plus de dix mille marins. » Plus loin, Ciliga écrit que, « pour lui » (l'ex-tchékiste), Trotsky était « le bourreau sanglant qui avait dompté la révolte populaire de Cronstadt », mais il ne reprend pas ces accusations à son compte.

⁶ La Tchéka - des initiales - était la commission extraordinaire pan-russe de lutte contre la contre-révolution, qui devint en 1922 le G.P.U.

⁷ Feliks E. Dzerjinski (1877-1926), vieux militant polonais avec des années de bagne et d'exil, était connu pour sa rigueur morale et c'est pourquoi on lui avait confié la responsabilité dangereuse de la Tchéka.

⁸ Victor L. Kibalitchitch, dit Victor Serge (1890-1947), fils de parents russes émigrés en Belgique, d'abord anarchiste (et condamné pour complicité dans l'affaire de la « bande à Bonnot ») avait rallié le parti bolchevique à son arrivée en U.R.S.S. et travaillé pour l'I.C. Il avait été membre de l'Opposition de gauche. Déporté en 1933, il avait été autorisé à regagner la Belgique, à la suite de la campagne menée en Occident pour le grand écrivain de langue française qu'il était. Après une prise de contact chaleureuse avec Trotsky, leurs relations s'étaient détériorées du

Mais je suis prêt à reconnaître que la guerre civile n'est pas une école d'humanité. Les idéalistes et les pacifistes accusent toujours la révolution de commettre des « excès ». Mais le point capital est que ces « excès » découlent de la nature même de la révolution, laquelle n'est en elle-même qu'un « excès » de l'histoire. Celui qui le désire peut rejeter sur cette base (dans de petits articles) la révolution en général. Je ne la rejette pas. Dans ce sens, je prends la pleine et entière responsabilité de la répression de la révolte de Cronstadt.

fait du soutien qu'il apportait notamment aux dirigeants du **P.O.U.M.** Victor Serge était intervenu dans le débat sur Cronstadt à propos de la réponse de Trotsky à Wendelin Thomas dans *La Révolution prolétarienne* du 10 septembre 1937, puis à nouveau dans la même revue le 25 octobre. A la fin d'avril, il avait écrit une lettre à *New Internationalist*, à propos des articles de Trotsky sur cette question. Dans un texte paru dans la R.P. du 25 octobre 1938 (reproduit, comme tous les précédents, dans Serge & Trotsky, *La Lutte contre le Stalinisme*, présentation de Michel Dreyfus), Serge répondait en protestant contre l'expression de « troisième main » sans être pourtant totalement convaincant sur ce point : « Habitant à Pétrograd, je vivais parmi les dirigeants de la ville. Je sais par des témoins oculaires ce que fut la répression. »

Pour la liberté dans l'éducation

(10 juillet 1938)

Cet article, d'abord publié dans *Vida*, bulletin des enseignants de Michoacán, le 15 juillet 1938, fut envoyé ensuite par Trotsky à la presse mexicaine. Nous publions ici la traduction du texte paru dans *El Nacional* du 20 juillet 1938 : Trotsky avait écrit une note en russe que van Heijenoort traduisit aussitôt en espagnol et c'est cette traduction qui circula. André Breton, en compagnie de Natalia, Van, André Breton, Diego et Frida Rivera étaient allés au début de juillet séjourner à Patzcuaro. Le syndicat des instituteurs de la région (S.T.E.R.M.) était dirigé par des membres du P.C.M. qui avaient souhaité rencontrer Trotsky et parler avec lui des problèmes de l'école primaire et du rôle de l'instituteur rural. C'est à la suite de cet entretien que Trotsky rédigea cette note. Immédiatement après, la presse du P.C.M. annonça l'exclusion d'un enseignant communiste de Michoacán, Policarpo Sanchez, accusé d'être « un trotskyste infiltré » et d'avoir organisé cette rencontre.

Je remercie sincèrement la rédaction de *Vida* pour m'avoir proposé d'exprimer mon opinion sur les tâches des éducateurs mexicains. Ma connaissance, encore insuffisante, de la vie de ce pays, ne me permet pas de formuler des jugements pratiques concrets. Mais il y a une considération générale que je puis me permettre de formuler ici.

Dans les pays arriérés, qui comprennent, non seulement le Mexique, mais, dans une certaine mesure, également l'U.R.S.S., l'activité du maître d'école n'est pas seulement une profession, mais une mission élevée. La tâche de l'éducation culturelle consiste à éveiller et développer la personnalité critique dans les masses opprimées et foulées aux pieds. La condition indispensable pour cela est que l'éducateur lui-même possède une personnalité développée dans le sens critique. Celui qui n'a pas de convictions suffisamment élaborées ne peut être un guide du peuple. C'est pourquoi un régime totalitaire, sous toutes ses formes - dans l'Etat, dans le syndicat, dans le parti - porte des coups irréparables à la cause de la culture et de l'instruction. Là où on impose d'en haut des convictions, comme un ordre militaire, l'éducateur perd sa personnalité mentale et tic petit inspirer, ni aux enfants ni aux adultes, confiance dans la profession qu'il exerce.

C'est ce qui se produit actuellement, non seulement dans les pays fascistes, mais aussi en U.R.S.S. Les bases économiques créées par la révolution d'Octobre ne sont heureusement pas encore complètement détruites. Mais le régime politique a revêtu définitivement un caractère totalitaire. La bureaucratie soviétique, qui a violé la révolution, exige que le peuple la considère comme infaillible. La tâche d'abuser le peuple, à la manière des prêtres, a été confiée au maître d'école. Pour étouffer en ce dernier la voix de la critique, on a introduit le régime totalitaire dans les syndicats de travailleurs de l'enseignement. Les fonctionnaires-policiers installés à la tête des syndicats mènent une rageuse campagne de calomnie et de répression contre tout éducateur qui a un sentiment critique, le qualifiant de « contre-révolutionnaire », de « trotskyste » et de « fasciste »¹. Celui qui ne cède pas, le G.P.U. l'élimine. Pire encore, la bureaucratie soviétique s'efforce d'étendre le même système au monde entier. Elle possède dans chaque nation ses propres agents qui cherchent à établir le régime totalitaire à l'intérieur des syndicats de ces pays². Tel est le danger terrible qui menace la cause de la révolution et de la culture, particulièrement dans les pays jeunes et arriérés où la population - en dehors de ce que j'ai signalé n'est pas trop encline à se soumettre aux ordres des féodaux, des cléricaux et de l'impérialisme.

Le vœu le plus ardent que je puisse exprimer est que l'enseignement mexicain ne soit pas soumis à un régime totalitaire dans ses syndicats, avec son cortège de mensonges, de calomnies, de répression et d'étouffement de la pensée critique. Seule une lutte idéologique honorable et loyale peut assurer l'élaboration de convictions fermes et sérieusement mûries. Seul un enseignement armé de semblables conditions est capable de conquérir une autorité inébranlable et d'accomplir sa grande mission historique.

¹ Les militants qui avaient dirigé les syndicats de l'enseignement du temps de Lénine avaient été écartés dans la période stalinienne : le contrôle de l'enseignement était l'une des pièces maîtresses de la dictature bureaucratique.

² L'allusion directe de Trotsky à l'affiliation au P.C. mexicain des dirigeants du syndicat enseignant, le S.T.E.R.M., allait provoquer une levée de boucliers et l'accusation lancée contre Trotsky de « chercher à diviser le syndicat », nouveau prétexte invoqué pour réclamer son expulsion du pays (voir notamment *El Universal*, 10 novembre 1938).

[Vers un procès de diplomates ?]

(15 juillet 1938)

Lettre à J. Dewey (7685), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher M. Dewey,

J'ai écrit à Mademoiselle LaFollette que le verdict complet de la commission (*Not Guilty*) entrerait dans l'histoire comme un monument d'intelligence, de passion pour la vérité et de patience. Mais, précisément pour ces raisons, le verdict est un coup terrible - ou, pour mieux dire, insupportable - pour la clique du Kremlin. Je suis certain que nous tous sous-estimons beaucoup l'impression produite par tout le travail de la commission dans les rangs des staliniens.

Sous cet angle, la rumeur persistante du déroulement prochain d'un procès de diplomates soviétiques revêt à mon avis une signification plus concrète, non seulement en ce sens que les diplomates offrent beaucoup d'avantages pour « démasquer » mes « liens » internationaux et mes « conspirations » avec eux comme avec les autres. En dehors de cette considération générale, l'objectif concret des « aveux » futurs de Iakoubovitch¹ - ancien ambassadeur soviétique en Norvège - pourrait être d'améliorer l'impression désastreuse produite par le prétendu vol de Piatakov vers Oslo. Cet échec dans la mécanique de l'imposture ne peut en toute logique être « corrigé » que par les aveux de Iakoubovitch. Il peut, par exemple, dire que Piatakov, afin de le sauver, lui, personnellement, a, pour son compte, fait de façon préméditée une déposition fautive, que Piatakov, en réalité, ayant atterri ailleurs, a rencontré Iakoubovitch lui-même, été caché dans sa maison, etc.

Iakoubovitch a été l'homme qui a réussi à obtenir mon internement et celui de ma femme, mais qui n'a pas réussi à obtenir ma livraison entre les mains du G.P.U. Iakoubovitch ne pouvait pas ne pas jouer le rôle de partenaire dans la construction de cette partie de l'imposture qui concerne la visite de Piatakov à Oslo. En ce sens, aux yeux de Staline, il est directement responsable de cette terrible défaite. Il doit en tout cas être puni en tant que bouc émissaire. C'est tout à fait dans la nature des procédés de Staline d'utiliser cette punition avec l'objectif de cacher sa véritable raison et de corriger les conséquences négatives de la défaite.

Tout cela n'est bien entendu qu'une hypothèse, qui m'est imposée par un article du journal réactionnaire norvégien *Aftenposten* qui représente nommément Iakoubovitch comme le chef de la conspiration des diplomates (en réalité, Iakoubovitch a toujours été une personne tout à fait secondaire et n'a jamais appartenu à aucune opposition). Je me permets de vous communiquer cette supposition au cas où le procès des diplomates aurait lieu réellement.

J'espère que votre santé est satisfaisante et je vous envoie les souhaits les meilleurs au nom de ma femme et de moi-même.

¹ I.S. Iakoubovitch, longtemps secrétaire d'ambassade à Berlin avant d'être ambassadeur à Oslo, avait été « dénoncé » comme un agent de l'opposition et un « trotskyste » camouflé par les « aveux » de l'accusé Krestinsky, ancien ambassadeur à Berlin, lors du procès de Boukharine, Iagoda et autres. On pouvait supposer qu'il était prévu pour un autre procès. La rumeur circula avec insistance que, rappelé, il avait refusé de revenir en U.R.S.S. Mais il revint.

[D'autres chats à fouetter]

(15 juillet 1938)

Lettre à V. Auquier (7312), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Auquier¹,

Je ne puis que regretter le fait que le pauvre livre de Ciliga préoccupe tellement nos amis belges, qui ont vraiment d'autres chats à fouetter. Les explications de la raison pour laquelle l'opposition russe fut battue, je les ai déjà données dans *Ma Vie* et surtout dans *La Révolution trahie*. Il est absolument impossible d'y ajouter quelque chose d'essentiel, surtout dans une lettre. Il faudrait un nouveau livre. Je l'écris actuellement. J'espère que ce livre (sur Staline) donnera une explication suffisante de la question qui vous intéresse. Le problème n'est pas tellement urgent qu'il doive être mis à l'ordre du jour de la discussion, spécialement avant le congrès de votre parti. Vous avez la question syndicale² à résoudre, qui exige toute l'attention de la section belge comme de l'Internationale. J'espère bien que cette question sera résolue dans un sens marxiste.

¹ Victor Auquier (né en 1912), employé, militant de la Jeune Garde Socialiste belge, avait été le bras droit de Dauge dans les jeunesses et l'était encore dans le P.S.R. Il venait d'écrire à Trotsky pour lui poser un certain nombre de questions à propos du livre d'Ante Ciliga, *Au Pays du Grand Mensonge*.

² Trotsky était particulièrement préoccupé par le fait que les militants du Borinage, à l'instigation de Dauge et de ses amis proches, avaient participé à la création de syndicats « rouges » regroupant des militants exclus et essayant de concurrencer les syndicats de masse.

Pour l'anniversaire de la mort de Reiss

(17 juillet 1938)

Article (T4381), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Plus le temps passe et plus lumineuse apparaît la figure de Reiss, tombé tragiquement sur le seuil de la IV^e Internationale. La rupture avec la clique bonapartiste ne signifiait pas pour lui la désertion vers la vie privée, comme pour d'autres bureaucrates apeurés et démoralisés. Pas une minute, Reiss n'a cherché à s'éloigner en prenant un air supérieur à l'égard de ceux qui continuaient le combat. Avant de prendre des mesures pour assurer sa sécurité personnelle, il a écrit une déclaration principielle sur les raisons de son passage sous le drapeau de la IV^e Internationale. Dans les jours même où il était précisément en train de préparer sa rupture ouverte avec le Kremlin, il faisait déjà de la propagande active et recrutait parmi ses anciens collaborateurs et collègues. On doit se représenter clairement les graves convulsions internes qu'il eut à traverser et comprendre la force d'âme qui se dissimulait dans ce combattant révolutionnaire !

La figure de Ludwig¹ nous devient de plus en plus proche au fur et à mesure que nous voyons ces bureaucrates « fatigués » et « déçus » qui, voyez-vous, sont tellement tourmentés par Staline et leur propre passé que, sans changer d'état d'esprit, ils vont tout droit dans le camp de la démocratie bourgeoise ou du semi-anarchisme libéral². Sous les coups de la vie, ces messieurs en viennent à la conclusion que la révolution d'Octobre a été une « erreur » et qu'il faut donc imaginer quelque chose de mieux, de jamais vu, d'inédit, qui soit totalement à l'abri, hermétiquement, de toute faiblesse et de tout échec. Et, en attendant cette doctrine de salut, les dilettantes ultra-gauches, alliés à des fascistes plus francs, s'occupent de racontars et d'intrigues contre les révolutionnaires. Faut-il des exemples ?

Ludwig est mort à l'aube même d'un nouveau chapitre de sa vie. Nous avons tous ressenti sa mort comme un coup très rude - et nous en avons reçu beaucoup. Ce serait cependant une erreur inadmissible que de penser que ce sacrifice a été inutile. Par la virilité de sa conversion de Thermidor à la révolution, Reiss a donné au trésor de la lutte prolétarienne une contribution bien plus grande que tous ceux qui, tous ensemble, dénoncent Staline. La figure de Reiss demeurera vivante dans la mémoire des jeunes générations comme un exemple et une leçon. Elle les inspirera et les entraînera.

¹ Pseudonyme de Reiss dans le G.P.U.

² L'allusion est dirigée contre Krivitsky.

La disparition de Rudolf Klement

(18 juillet 1938)

Communiqué de presse (T4385) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Mes amis de Paris ont informé New York hier de la disparition de Rudolf Klement¹, un exilé allemand qui vivait à Paris. Klement, ancien étudiant de Hambourg, a été mon secrétaire pendant deux ans à Prinkipo et en France. C'est un jeune homme très instruit, de vingt-huit ans, qui possédait parfaitement plusieurs langues. De Paris, il avait continué à me fournir une aide considérable pour mon travail littéraire. Comme Erwin Wolf², mon secrétaire tchécoslovaque, Klement avait pris une part active à l'entreprise pour démasquer les impostures de Moscou et s'était ainsi attiré la haine violente du G.P.U.

Mes amis de Paris disent qu'ils ont reçu de Perpignan une copie d'une lettre adressée à moi par Rudolf Klement. Je n'ai pas encore reçu cette lettre. Mais, d'après les lettres antérieures de Klement, il est clair qu'il n'avait pas l'intention d'aller où que ce soit. Mes amis de Paris pensent que Klement a été enlevé par le G.P.U., exactement comme Erwin Wolf l'a été il y a quelque temps. S'il en est ainsi, il est parfaitement possible que le G.P.U. l'ait emmené de force en Espagne pour une vengeance sanglante. J'ai hésité à donner cette information à la presse avant une vérification définitive. Mais, dans la mesure où chaque heure perdue peut signifier la mort de mon jeune ami, je considère qu'il est de mon devoir de publier tout de suite l'information que je viens de recevoir.

¹ Rudolf Klement avait été vu par des camarades dans la soirée du 13 juillet, allant relever une de ses « boîtes à lettres ». Mais il n'était pas allé à un rendez-vous donné le 15, ni chercher son courrier le 16. Ce même jour, Pierre Naville et Jean Rous avaient reçu par la poste chacun une copie d'une prétendue lettre de rupture de Klement avec Trotsky.

² Erwin Wolf, un Allemand de Tchécoslovaquie, qui avait milité à Berlin puis Paris dans la direction des I.K.D., avait été secrétaire de Trotsky en Norvège, puis pris place au S.I. à partir de juillet 1936. Il avait été envoyé à Barcelone au lendemain des journées de mai. Arrêté et libéré, puis arrêté de nouveau, il avait disparu, selon toute vraisemblance assassiné par le G.P.U. La rumeur circula qu'il avait été emmené en U.R.S.S. et y avait été exécuté.

[L'éducation de la jeunesse révolutionnaire]

(18 juillet 1938)

Lettre au congrès de l'Y.P.S.L. (T4383), avec la permission de la Houghton Library. Cette organisation, la Young People Socialist League, qui était l'organisation de jeunesses du Socialist Party, était restée aux mains des trotskystes lors de leur « sortie ».

Un parti révolutionnaire doit nécessairement se fonder sur la jeunesse. On peut même dire que le caractère révolutionnaire d'un parti peut être jugé avant tout par sa capacité à attirer sous son drapeau la jeunesse ouvrière. L'attitude fondamentale de la jeunesse - je pense à la *véritable* jeunesse, pas aux vieillards de vingt ans - réside dans le fait qu'ils sont prêts à se donner pleinement et totalement à la cause du socialisme. Sans des sacrifices héroïques, sans courage, sans résolution, l'histoire, de façon générale, ne progresse pas.

Mais le sacrifice à lui seul ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est une compréhension claire du cours du développement et des méthodes d'action appropriées. Cela ne peut s'obtenir que par la théorie et l'expérience vivante. L'enthousiasme le plus brûlant se refroidit vite et s'évapore s'il n'est pas soutenu à temps par une compréhension claire des lois du développement historique. Combien de fois avons-nous observé de jeunes enthousiastes qui, ayant courbé la tête, devenaient opportunistes et de gauchistes déçus qui devenaient très vite des bureaucrates conservateurs, de la même façon qu'un hors-la-loi se transforme rapidement en un gendarme excellent. Acquérir connaissances et expérience et, en même temps, ne pas laisser perdre l'esprit de combat, le sacrifice révolutionnaire de soi, la détermination à aller jusqu'au bout, telle est la tâche de l'éducation et de l'auto-éducation de la jeunesse révolutionnaire.

L'intransigeance révolutionnaire est une qualité précieuse dès lors qu'elle est dirigée contre l'adaptation opportuniste à la bourgeoisie et à l'inconstance théorique comme l'hésitation pusillanime de tous les genres de bureaux et parloirs communistes et socialistes du type de Browder, Norman Thomas¹, Lovestone et leurs semblables. Mais l'« intransigeance » se transforme en son contraire quand elle sert seulement de consolation aux sectaires et aux confusionnistes pour leur propre incapacité à se lier aux masses.

La fidélité au drapeau des idées est la qualité fondamentale, indispensable, d'un révolutionnaire authentique. Mais malheur à celui qui transforme sa fidélité en entêtement doctrinaire, en répétition de formules toutes faites, apprises par cœur une fois pour toutes, sans être capable de regarder la vie et de répondre à ses exigences. Une politique marxiste authentique signifie porter les idées de la révolution prolétarienne à des masses toujours plus larges, à travers des combinaisons de conditions historiques en perpétuel changement, souvent nouvelles et inattendues.

L'ennemi principal dans nos rangs demeure bien entendu l'opportunisme, surtout sous sa forme la plus pernicieuse, le stalinisme, cette syphilis du mouvement ouvrier. Mais, pour lutter victorieusement contre l'opportunisme, il est essentiel d'en finir avec les vices du sectarisme et du pédantisme phraseur dans nos propres rangs. L'histoire de la IV^e Internationale, y compris celle de la section des Etats-Unis, nous a enseigné plusieurs leçons que nous devons comprendre et appliquer. Les Grecs anciens avaient l'habitude de montrer des ilotes ivres pour détourner les jeunes de l'alcoolisme. Tous les Oehler, les Field, les Vereeken² et compagnie sont les ilotes du sectarisme qui agencent leurs grimaces et leurs cabrioles comme si leur objectif essentiel était de repousser la jeunesse par un sectarisme stérile et assommant.

Il reste à espérer que le prochain congrès de votre Ligue constituera une étape importante sur la route de l'acquisition d'une expérience politique sur la base de granit du programme marxiste. Ce n'est qu'à cette condition que sera assuré le destin des grands mouvements historiques dont la Ligue de la jeunesse est l'un des détachements d'avant-garde.

¹ Browder était le dirigeant du P.C. et Lovestone celui de l'opposition de droite « brandlérienne ». Norman Thomas (1884-1968), pasteur pacifiste, était le dirigeant du Socialist Party qui avait accueilli puis exclu les trotskystes.

² B. J. Field était le pseudonyme de Max Gould (1900-1977), un économiste qui avait rendu visite à Prinkipo, puis avait été exclu - pour la deuxième fois de la section américaine pour avoir refusé la discipline au cours de la grève des hôtels de New York. Hugo Oehler était le pseudonyme d'Edward Oler (1903-1983), un des dirigeants ouvriers du P.C., acquis à l'opposition de gauche, mais resté presque deux ans à l'intérieur du parti, clandestinement. Il s'était opposé d'abord avec la fusion avec l'organisation de Muste puis au « tournant français » et avait été exclu en 1935. Il avait considéré comme une « liquidation » l'entrée des trotskystes américains dans le S.P.

[Attente impatiente]

(18 juillet 1938)

Lettre à G. Rosenthal (9816), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Gérard,

J'ai reçu vos deux lettres concernant l'investigation. J'attends avec la plus grande impatience les documents mentionnés¹. Immédiatement après leur arrivée, j'écrirai au juge d'instruction sur l'affaire.

Nous attendons ici quelques détails sur la disparition de Camille² pour commencer une campagne. Vous pouvez bien imaginer notre inquiétude !

¹ Il s'agit des documents des experts et médecins et de l'enquête de la police judiciaire sur la mort de Sedov, avec P.V., des interrogatoires du personnel de la clinique, etc.

² Rudolf Klement.

[Un fonds pour l'imprimerie]

(18 juillet 1938)

Lettre à P. Naville (9358), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Naville,

Je cède volontiers à l'organisation les droits de *Leur Morale et la Nôtre*¹. Mais pas pour les dépenses courantes. J'ai proposé au S.I. de profiter de la conférence internationale pour arranger un peu les finances de la section française. Depuis longtemps, mon idée est que vous devriez avoir une petite imprimerie à vous, avec des camarades absolument dévoués et capables de travailler même quand le salaire est en retard. L'incapacité de créer une pareille imprimerie compromet terriblement toute l'organisation. Je considère donc le produit de la brochure sur la morale comme une partie du fonds pour l'imprimerie, à moins que la conférence donne une autre destination. C'est de ma part une condition « ultime ». Pour la publication de l'ouvrage en question, le camarade Gérard, en tant que mon avocat, peut bien signer le contrat avec l'éditeur.

¹ Pierre Naville, dirigeant du P.O.I., qui avait de grosses difficultés financières, avait demandé à Trotsky de céder au P.O.I. les droits d'auteur de *Leur Morale et la Nôtre*. On peut imaginer qu'il ne connaissait pas les difficultés matérielles de Trotsky. Mais il est vrai que ce dernier acceptait...

[Un article d'Elsa]

(18 juillet 1938)

Lettre à *New International* (9405), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Chers Camarades,

Elsa Reiss¹ a écrit un article sur le premier anniversaire de la mort du camarade Ludwig (Ignaz Reiss). Je trouve cet article bon à tous égards et j'espère que *The New International* le publiera dans son numéro de septembre. Par Paris nous savons qu'une copie de cet article a été envoyée au camarade Glen[ner], et nous sommes un peu inquiets sur son sort en raison de l'absence du camarade Glen[ner].

Si vous n'avez pas reçu le manuscrit, nous pouvons vous envoyer notre copie. Informez-vous, s'il vous plait, sur cette question.

¹ Elsa *Bernaut* (1898-1978), compagne d'Ignace Reiss, était restée en contact avec L. **Sedov**, puis, après sa mort, avec le groupe russe de Paris.

[Brèves remarques]

(18 juillet 1938)

Lettre (7718) à L. Estrine et M. Zborowski, traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade,

J'ai reçu aujourd'hui à nouveau un gros paquet d'extraits extrêmement importants et précieux. Je vois que votre petit groupe accomplit un énorme travail. Merci beaucoup¹.

En même temps m'est parvenu un article d'Elsa sur Reiss

Un article vraiment remarquable. J'ai écrit à Elsa quelques mots en allemand que je joins à ce courrier. (Sara² vient juste de me dire que l'article a été envoyé). C'est parfait. Il faut absolument faire paraître l'article dans *The New Internationalist*. J'essaie de le faire publier ici dans la presse, mais pas en entier (sans la partie qui concerne la révolution).

Je vous envoie une notice sur Ludwig, écrite avant que j'aie reçu l'article d'Elsa. On peut tout de même la publier, afin qu'Elsa se soit pas seule à parler de Ludwig. Le second article est consacré à la jeunesse.

P.-S. Nous faisons un envoi séparé des articles.

¹ Il s'agit d'Elsa Poretzki et d'Ignacy dit Ignace Reiss.

² Sara Jacobs, dite Sara *Weber* (1900-1976), venue de Pologne aux Etats-Unis en 1920, épouse de Louis Jacobs, dit Jack Weber, un des dirigeants américains, avait été secrétaire de Trotsky pendant une partie de l'année 1933 à Prinkipo puis en France et était repartie en janvier 1934. Elle était venue à Coyoacán reprendre ses fonctions pour quelques mois après la défection de la secrétaire qui aidait Trotsky jusqu'alors.

L'enquête sur la mort de Léon Sédov

19 juillet 1938

Lettre au Juge d'instruction Pagenel (T4839), traduite du russe à Coyoacán.

A Monsieur le Juge d'Instruction Pagenel, près du Tribunal de première Instance du Département de la Seine.

Monsieur le Juge,

J'ai reçu ce matin même, de mes avocats Gérard Rosenthal et Jean Rous¹ un rapport préalable et une expertise médicale concernant la mort de mon fils Léon Sédov². Dans une affaire aussi importante et aussi tragique, je crois qu'il est de mon droit de parler avec pleine franchise, sans réserve diplomatique. Les documents que j'ai reçus m'ont frappé par leurs silences. L'enquête policière et l'expertise médicale recherchent manifestement la ligne de moindre résistance. Dans une telle voie, la vérité ne peut être découverte.

Messieurs les médecins légistes arrivent à la conclusion que la mort de Sédov peut être expliquée par des causes naturelles. Cette conclusion, dans la situation donnée, est presque totalement dépourvue de contenu. Toute maladie peut, dans certaines conditions, aboutir à la mort. D'autre part, il n'y a pas, ou presque pas, de maladies qui doivent aboutir à la mort, précisément à un moment donné. Pour l'investigation judiciaire, il s'agit non pas de la question abstraite : « *La maladie en question pouvait-elle d'elle-même aboutir à la mort ?* » mais de la question concrète : « *Quelqu'un n'a-t-il pas aidé consciemment la maladie à en finir avec Sédov dans le délai le plus court ?* »

Lors du procès Boukharine-Rykov³ à Moscou en mars de cette année, il fut révélé avec une franchise cynique que l'une des méthodes du G.P.U. était d'aider la maladie à précipiter le moment de la mort. L'ancien chef du G.P.U., Menjinsky et l'écrivain Gorky n'étaient plus jeunes⁴. C'étaient des gens malades; leur mort par conséquent, pouvait facilement s'expliquer par des « causes naturelles ». C'est ce qu'avait fait en son temps la conclusion officielle des médecins. Cependant, par le procès de Moscou, l'humanité apprit que les lumières de la médecine russe, sous la direction de l'ancien chef de la police secrète Iagoda, avaient précipité la mort des malades à l'aide de méthodes impossibles ou difficiles à contrôler après coup. Pour la question qui nous intéresse, il est presque indifférent de savoir si, dans ces cas concrets, les dépositions des accusés étaient vraies ou fausses. Il suffit de savoir que des méthodes secrètes consistant à empoisonner, à infecter, à provoquer des refroidissements et en général à précipiter la mort, faisaient officiellement partie de l'arsenal du G.P.U. Sans entrer dans de plus amples détails, je me permets d'attirer votre attention sur le compte rendu sténographique du procès Boukharine-Rykov, publié par le commissariat du peuple à la Justice de l'U.R.S.S.

Messieurs les experts disent que la mort « a pu » provenir de causes naturelles. Bien entendu, elle a pu. Cependant, comme il apparait de toutes les circonstances de l'affaire, aucun des médecins n'attendaient la mort de Sédov. Il est clair que le G.P.U. qui suivait chacun des pas de Sédov, ne pouvait espérer non plus que des « causes naturelles » accomplissent leur œuvre de destruction sans aide extérieure. Cependant, la maladie de Sédov et l'opération chirurgicale offraient des conditions extrêmement favorables à une intervention du G.P.U.

Nos avocats ont mis à votre disposition, Monsieur le Juge, des données nécessaires pour montrer que le G.P.U. considérait l'extermination de Sédov comme une de ses plus importantes tâches. La justice française ne peut guère avoir de doute là-dessus après les trois procès de Moscou et surtout après ce qu'ont découvert les polices suisse et française en liaison avec l'assassinat d'Ignace Reiss. Durant une longue période, particulièrement durant les deux dernières années, Sédov vécut dans un état de blocus constant de la part d'une bande du G.P.U., qui, en plein Paris dispose d'une liberté presque aussi grande qu'à Moscou. Les assassins à gages avaient préparé à Sédov un piège à Mulhouse, tout à fait analogue à celui dont tomba victime Reiss⁵. Seul le hasard sauva Sédov cette fois-là. Les noms des criminels et leurs rôles vous sont connus, Monsieur le Juge, et je n'ai pas besoin d'insister sur ce point.

Le 4 février 1937, Sédov publia dans la revue française *Confessions* un article dans lequel il avertissait qu'il jouissait d'une excellente santé ; que les persécutions n'avaient pas abattu son courage; qu'il n'était nullement enclin au désespoir ni au suicide et que, si un jour la mort le surprenait brusquement, il faudrait en chercher les responsables dans le camp de Staline. J'ai envoyé ce numéro de *Confessions* à Paris pour qu'il vous soit remis, Monsieur le Juge, et c'est pourquoi je cite de mémoire. L'avertissement prophétique de Sédov, qui découlait de faits d'une portée historique, indiscutables et connus de tous, doit, à mon avis, déterminer la direction et le caractère de l'instruction. Le complot du G.P.U. avec le but d'abattre, étrangler, égorger, empoisonner ou infecter Sédov, était un fait permanent et fondamental dans les deux dernières années de sa vie. La maladie ne fut qu'un épisode. Même à

¹ Jean Rous (né en 1908), membre du secrétariat international et dirigeant du P.O.I., était inscrit au barreau, mais ne plaidait guère. Sa présence dans cette affaire était pourtant utile.

² Rappelons que Léon Sédov était mort à la clinique Mirabeau, le 16 février 1938, à la suite d'une opération d'appendicite.

³ Aleksei I. Rykov (1881-1938), vieux-bolchevik, chef de file des « droitiers », successeur de Lénine à la tête de l'Etat, avait été jugé, condamné et exécuté à l'issue du troisième procès de Moscou.

⁴ Viatcheslav R. Menjinsky (1874-1934) était l'ancien chef du G.P.U., successeur de Dzerjinsky. Il avait été remplacé par son adjoint Iagoda. Maksim M. Pechkov, dit Gorky, le grand romancier auteur de *La Mère*, avait été la gloire littéraire du régime malgré ses réticences personnelles. La mort de ces deux hommes avait été attribuée à des empoisonnements perpétrés par des médecins du Kremlin opérant sur ordre de Iagoda et du centre trotskyste-boukharinien, avec tous les aveux nécessaires... au troisième procès.

⁵ L'avocat suisse Strobel avait fixé rendez-vous à L. Sédov à Mulhouse. Selon les aveux de la Suisse Renata Steiner qui faisait partie du groupe qui assassina Reiss, les tueurs avaient vainement attendu Sédov à Mulhouse. L'agent du G.P.U. Zborowski prétendit plus tard avoir dissimulé à Sédov ce rendez-vous afin de le « protéger » : en réalité, le plan du G.P.U. étant de l'arrêter et de l'emmener en U.R.S.S. avec Sédov, on comprend cette manœuvre d'autoprotection (Voir *Cahiers Léon Trotsky*, n° 13, numéro spécial sur Léon Sédov).

la clinique, Sédov se trouva contraint de se faire inscrire sous le nom supposé de Martin, pour entraver - ne fût-ce que partiellement - le travail des bandits qui suivaient ses traces. Dans ces conditions la justice n'a pas le droit de se contenter de la formule abstraite : « *Sédov a pu succomber à des causes naturelles* » tant qu'il n'a pas été démontré le contraire, c'est-à-dire que le puissant G.P.U. a laissé passer une occasion favorable d'aider les « *causes naturelles* ».

On peut objecter que les considérations développées plus haut, quel que soit leur poids en elles-mêmes, ne peuvent cependant pas changer les résultats négatifs de l'expertise médicale. Je me réserve le droit de revenir sur cette question dans un document particulier, après avoir consulté des médecins compétents. Le fait qu'on n'ait pas trouvé de traces de poison ne signifie pas qu'il n'y en ait pas eu et en tout cas ne signifie pas que le G.P.U. n'ait pas eu recours à d'autres mesures pour empêcher l'organisme opéré de résister à la maladie. S'il s'était agi d'un cas quelconque, dans des conditions de vie ordinaire, l'expertise médicale, sans épuiser la question en soi, aurait cependant gardé toute sa valeur. Mais nous sommes en présence d'un cas qui sort complètement de l'ordinaire, en présence de la mort, inattendue pour les médecins eux-mêmes, d'un homme traqué, après un long combat entre lui et un puissant appareil étatique, armé de moyens financiers, techniques et scientifiques inépuisables.

L'expertise médicale pratiquée est d'autant moins suffisante qu'elle écarte obstinément le moment central de l'histoire de la maladie. Les quatre premiers jours qui suivirent l'opération furent des jours d'amélioration manifeste pour la santé de l'opéré; l'état du malade fut jugé si favorable que l'administration de la clinique trouva superflue la présence de la garde-malade qui le surveillait spécialement. Cependant, dans la nuit du 13 février, le malade, dans un accès de délire, nu, erre dans les couloirs et locaux de la clinique, laissé à lui-même. Ce fait monstrueux ne mérite-t-il pas l'attention de l'expertise ?

Si des causes naturelles avaient dû (*avaient dû* et non pas *avaient pu*) aboutir au dénouement tragique, par quoi et comment expliquer l'optimisme des médecins, à la suite duquel le malade fut au moment le plus critique laissé sans surveillance aucune ? On peut bien entendu tenter de réduire toute l'affaire à une erreur de pronostic et à un manque de contrôle médical. Cependant dans les matériaux de l'enquête il n'en est pas même question. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi : s'il y a eu manque de surveillance, la conclusion ne se présente-t-elle pas d'elle-même que les ennemis qui ne quittaient pas Sédov des yeux pouvaient utiliser cette circonstance favorable pour leurs fins criminelles ?

Le personnel de la clinique, a certes, essayé de dénombrer ceux qui avaient approché le malade. Mais quelle valeur ont ces dépositions si le malade a eu la possibilité, à l'insu du personnel, de quitter son lit, et, sans en être empêché par qui que ce soit, d'errer dans l'édifice de la clinique dans un état d'exaltation délirante ?

M. Thalheimer¹, le chirurgien qui avait opéré Sédov, s'est en tout cas trouvé pris à l'improviste par les événements de la nuit fatale. Il demanda à la femme de Sédov, Jeanne Martin des Pallières : « *Le malade n'a-t-il pas tenté de se suicider ?* » A cette question, qu'il est impossible d'effacer de toute l'histoire de la maladie, Sédov avait lui-même répondu par avance dans l'article cité plus haut, une année avant sa mort. L'aggravation de l'état du malade fut si brusque et si inattendue que le chirurgien, ne connaissant pas la personnalité du malade ni les conditions de sa vie, se vit contraint de recourir à l'hypothèse du suicide. Impossible d'effacer ce fait, je le répète, du tableau général de la maladie et de la mort de mon fils ! Certes, on peut dire, si l'on veut, que les soupçons des parents et des proches de Sédov sont provoqués par leur inquiétude méfiante. Or, voici un médecin pour qui Sédov était un malade ordinaire, un ingénieur inconnu du nom de Martin. Le chirurgien ne pouvait, par conséquent, être possédé ni par la méfiance, ni par la passion politique. Il était guidé par les seules indications apparues de l'organisme du malade. Et la première réaction de ce médecin éminent et expérimenté devant le changement inattendu, c'est-à-dire *non motivé par des « causes naturelles »*, dans le déroulement de la maladie fut de soupçonner le malade d'avoir eu l'intention de se suicider. N'est-il pas clair, n'est-il pas évident que, si le chirurgien avait su à ce moment-là qui était son malade et quelles étaient les conditions de sa vie, il aurait immédiatement demandé : « *N'y a-t-il pas eu l'intervention d'assassins ?* »

C'est précisément cette question qui se pose devant l'enquête dans toute sa force. La question a été formulée, Monsieur le Juge, non par moi, mais par le chirurgien Thalheimer, quoique involontairement. Et je ne trouve aucune réponse à cette question dans les matériaux de l'instruction que j'ai reçus. Je ne trouve pas même une tentative de chercher une réponse. Je ne trouve aucun intérêt pour la question elle-même.

Véritablement surprenant est le fait que l'énigme de la nuit critique soit restée jusqu'à maintenant non seulement inexpliquée, mais encore pas même effleurée. Toute cette perte de temps, qui rend extrêmement plus difficile le travail d'une investigation ultérieure, ne peut être expliquée par le hasard. L'administration de la clinique s'est naturellement efforcée de se soustraire à une enquête sur ce point, car celle-ci ne pouvait manquer de faire apparaître la profonde incurie, dont le résultat fut qu'un malade grave resta sans surveillance aucune et put accomplir des actes funestes pour lui ou en *endurer*. Les médecins légistes n'ont, de leur part, nullement cherché à trouver une explication des circonstances de la nuit tragique. L'enquête policière s'est bornée aux dépositions superficielles de personnes coupables, pour le moins de négligence, et par conséquent intéressées à couvrir celles-ci. Pourtant, derrière la négligence des uns a pu facilement s'abriter la volonté criminelle des autres.

La jurisprudence française connaît la formule d'instruction « contre X ». C'est précisément sous cette formule que se mène actuellement l'instruction de l'affaire de la mort de Sédov. Mais X ne signifie nullement ici un « inconnu » dans le sens précis du mot. Il ne s'agit pas d'un brigand de hasard qui assassine un voyageur sur la grand-route et se cache une fois le coup fait. Il s'agit d'une bande internationale bien déterminée, dont ce n'est pas le premier crime sur le territoire français, à la faveur et sous la couverture de relations diplomatiques amicales. Telles est la véritable cause du fait que l'enquête sur le vol de mes archives, sur les persécutions contre Sédov, sur la tentative d'en finir avec lui à Mulhouse, enfin la présente enquête sur la mort de Sédov, qui dure depuis déjà cinq mois, n'ont abouti et n'aboutissent à aucun résultat. Tentant de s'abstraire des facteurs et des forces politiques tout à fait réels et puissants qui se trouvent derrière les crimes, l'enquête part de la fiction qu'il s'agirait de simples épisodes d'une vie privée, donne au criminel le nom de X et... ne le trouve pas.

Les criminels seront découverts, Monsieur le Juge ! L'étendue des crimes est trop grande. Un trop grand nombre de personnes et d'intérêts - ceux-ci souvent contradictoires - y sont impliqués; les révélations ont déjà commencé, et elles feront apparaître dans la prochaine période que les fils qui partent de la série des crimes mènent au G.P.U. et, à travers le G.P.U. à Staline personnellement. Je ne peux savoir si la justice française prendra dans ces révélations une part active. Je le souhaiterais fort et je suis prêt à l'aider de toutes mes forces. Mais d'une façon ou d'une autre, la vérité sera découverte !

¹ Le Dr Marcel Thalheimer (1893-1972), chef de clinique des Hôpitaux de Paris, fut appelé à opérer. Dans le numéro 13 des *Cahiers Léon Trotsky*, les Docteurs Jean-Michel Krivine et Marcel-Francis Kahn ont relevé qu'il avait très mauvaise réputation dans la profession.

De ce qui vient d'être exposé il découle avec une pleine évidence que l'instruction de l'affaire de la mort de Sédov n'a presque pas encore commencé. En accord avec toutes les circonstances de l'affaire et avec les paroles prophétiques de Sédov lui-même le 4 février 1937, l'enquête ne peut manquer de partir de la présomption que la mort n'a pas eu un caractère naturel. Les organisateurs du crime furent les agents du G.P.U. pseudo-fonctionnaires des institutions soviétiques à Paris. Les exécuteurs furent les agents de ces agents, pris dans les milieux d'émigrés blancs, de staliniens français ou étrangers, etc. Le G.P.U., ne pouvait manquer d'avoir ses agents dans une clinique russe de Paris ou dans son voisinage immédiat. Telles sont les voies dans lesquelles doit se diriger l'enquête si, comme je veux l'espérer, elle cherche à découvrir le crime, et non à suivre la ligne de moindre résistance.

Agréez, Monsieur le Juge, l'assurance de mes sentiments distingués¹.

¹ L'article cité des docteurs J.-M. Krivine et M.-F. Kahn critique cette lettre de Trotsky d'un point de vue de spécialistes de la médecine et remet en question l'hypothèse d'un empoisonnement de Sedov. Il ne met cependant pas en question les efforts du G.P.U. pour supprimer Sedov ni le fait que ce dernier aurait pu être tué simplement s'il avait bu un verre d'eau. L'article des Docteurs Krivine et Kahn est d'ailleurs suivi d'une déclaration de Gérard Rosenthal, avocat de Trotsky qui souligne que la question ne peut plus désormais être tranchée que par l'ouverture des archives du G.P.U.

Mes complots

(19 juillet 1938)

Article (T4387) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Pendant les dix-huit mois de mon séjour dans ce pays hospitalier, j'ai été accusé de toute une série de terribles complots.

Il y a quelques mois, M. Toledano¹ a déclaré dans un meeting que j'étais en train de préparer la grève générale contre le gouvernement du général Cárdenas. Ni plus ni moins.

Le chef du parti communiste (je crois qu'il s'appelle Laborde²) a déclaré dans une manifestation publique, en présence du Président de la République, que j'étais engagé dans un complot fasciste avec les généraux Cedillo et... Villareal³.

Le lendemain, chacun de ces messieurs les accusateurs balançait sa propre accusation comme on jette un mégot, l'oubliait lui-même et passait à de nouvelles inventions.

Aujourd'hui, est à l'ordre du jour mon voyage de vacances à Patzcuaro, Jiquilpan, Guadalajara et Morelia. On m'accuse maintenant non pas de préparer la grève générale ou l'insurrection fasciste, mais de... voyager au Mexique, de me loger dans des hôtels et rencontrer des citoyens mexicains et de m'entretenir avec eux. Oui, j'ai effectivement commis tous ces crimes (!), j'ajoute que je l'ai fait avec une grande satisfaction.

De la part des différentes couches de la population, ouvriers, enseignants, militaires, artistes, des autorités de l'Etat et des municipalités, je n'ai rencontré que la prévenance et l'hospitalité qui de façon générale caractérisent si vivement les Mexicains. A Patzcuaro, quelques instituteurs, qui étaient venus nous voir, Diego Rivera et moi, de leur propre initiative, se sont entretenus avec moi de la situation en U.R.S.S. et plus particulièrement de l'éducation populaire. Je leur ai exposé les mêmes conceptions que j'ai déjà exposées souvent dans mes livres et articles. Pour leur assurer la précision nécessaire, je leur ai donné la déclaration écrite ci-jointe⁴. Autant que je sache, aucun de ces instituteurs ne se considère ni ne se dit « trotskyste ».

A Jiquilpan, Guadalajara et Morelia, je n'ai malheureusement pas fait de telles rencontres, car je ne suis resté que quelques heures dans chacune de ces localités.

A Guadalajara, le centre d'opérations de mon « complot » fut le Palais Municipal, l'Université et l'orphelinat, où j'ai vu les fresques d'Orozco⁵. Beaucoup de gens m'ont abordé pour me demander des autographes ou simplement pour me serrer la main. A quelques-uns, comme je l'avais fait à Patzcuaro, j'ai demandé en plaisantant : « *N'avez-vous pas peur d'approcher un contre-révolutionnaire et fasciste ?* ». A cette question, j'ai reçu presque invariablement la même réponse : « *Personne de sensé ne le croit.* » Il est inutile de dire que cette réponse m'a apporté une grande satisfaction morale.

En ce qui concerne ma « conspiration » avec le Dr Atl⁶, je ne puis que dire que j'ai entendu pour la première fois son nom par les dernières « révélations ». Je n'ai jamais rencontré le Dr Atl et n'ai pas l'honneur de le connaître.

Je ne doute pas que cette déclaration qui contient la réfutation d'une nouvelle dénonciation fautive, sera interprétée par les dénonciateurs comme « *une intervention dans la vie intérieure du Mexique*⁷ ». Mais le procédé n'abusera personne. J'ai fait une promesse précise au gouvernement de ce pays, c'est-à-dire au gouvernement du général Cárdenas, et pas au gouvernement de Lombardo Toledano. Personne ne m'a dit que M. Toledano était chargé de surveiller ma conduite. Je n'ai jamais promis de me taire sur les calomnies ou les calomnieurs. Je me suis réservé le droit, dans ma maison, comme pendant mes voyages, de respirer l'air du Mexique, de rencontrer des citoyens de ce pays, de m'entretenir avec eux, de visiter les monuments artistiques et, quand je le juge nécessaire, de fustiger publiquement et en les appelant par leur nom les « démocrates », « socialistes » et « révolutionnaires » qui - oh, ignominie ! - se sont chargés de faire en sorte, par le mensonge et la calomnie, que je sois livré aux mains du G.P.U.

¹ Vicente *Lombardo Toledano* (1893-1969), avocat, professeur de droit avait été l'un des fondateurs puis le secrétaire général de la C.T.M. Il était revenu de Moscou en 1935 entièrement dévoué, à la politique de l'U.R.S.S. et fut au Mexique le fer de lance de la campagne contre Trotsky lequel pensait qu'il était entré au service du G.P.U.

² Trotsky fait seulement semblant d'ignorer le nom du secrétaire général du P.C.M. Hernán *Laborde* (1896-1955), cheminot, avait été porté au secrétariat général en 1929 à la suite d'une purge sévère. Il était évidemment prêt à toutes les campagnes contre Trotsky, mais se montra moins zélé pour « l'action directe ».

³ Ces accusations avaient été lancées dans un meeting le 18 novembre 1937. Le général Cedillo était un conspirateur d'extrême-droite. L'amalgame est grossier. Antonio I. *Villareal* (1879-1944) enseignant, journaliste, dirigeant du parti libéral mexicain (le parti de la révolution démocratique), collaborateur de *Regeneracion* avant 1910, avait fondé en 1912 la première confédération syndicale mexicaine et fait rouvrir en 1914 dans la capitale la Casa del Obrero Mundial. Il avait été président de la Convention nationale d'Aguascalientes en 1917. Il n'avait pu, pour des raisons personnelles, participer aux travaux de la commission Dewey, mais l'avait soutenue. Trotsky était à ses yeux un révolutionnaire de sa génération, qu'il admirait et respectait. D'où les attaques du P.C. et des hommes de Moscou.

⁴ Trotsky avait rédigé la déclaration en russe et Jean van **Heijenoort**, qui l'accompagnait dans ce voyage, l'avait traduite sur-le-champ.

⁵ José Clemente *Orozco* (1883-1949) était l'un des grands peintres « muralistes » de la révolution et du Mexique contemporain.

⁶ Dr Atl était le pseudonyme de Gerardo Murillo (1875-1964) peintre et poète, lui aussi vétéran de la révolution mexicaine, collaborateur de Carranza, avait été le maître de Diego Rivera. Il avait ensuite évolué vers le fascisme et était lié au général Cedillo. On a émis l'hypothèse qu'il se soit trouvé des « témoins » pour le « voir » à cause d'une certaine ressemblance avec André Breton qui accompagnait Trotsky dans ce voyage.

⁷ Chaque fois que Trotsky se défendait contre une attaque calomnieuse de gens comme Lombardo Toledano, ceux-ci clamaient qu'en les attaquant, Trotsky « intervenait » dans la vie politique mexicaine et violait ainsi ses engagements...

Première discussion sur le *Labor Party*

20 juillet 1938

Compte rendu sténographique d'une discussion tenue à Coyoacán entre Trotsky et Jack Weber. Nous n'avons pas traduit l'expression « Labor Party » dont le sens est évidemment particulier et qui n'a pas de véritable équivalent en français. L'expression française qui s'en rapprocherait le plus serait « parti ouvrier ».

Weber¹. - *Quelle influence la « prospérité », une croissance économique du capitalisme américain dans la nouvelle période, peut-elle avoir sur notre activité basée sur le Programme de transition ?*

Trotsky. - Il est très difficile de répondre, parce qu'il s'agit d'une équation à plusieurs inconnues. La première question est de savoir si une amélioration conjoncturelle est probable dans le proche avenir. Il est très difficile de répondre, surtout pour quelqu'un qui ne suit pas les graphiques au jour le jour. Comme je le vois dans le *New York Times*, les spécialistes sont très incertains sur ce point. Dans le dernier numéro du dimanche du *New York Times*, l'indice des affaires manifestait une tendance très confuse. Au cours de la semaine dernière, il y avait eu baisse, deux semaines avant, hausse, etc. Si on considère le tableau général, on constate qu'une nouvelle crise a commencé manifestant une courbe d'un déclin presque vertical jusqu'en janvier de cette année; puis la courbe a commencé à manifester des hésitations - une courbe en zigzag, mais avec une tendance générale à la baisse. Mais la baisse cette année a été indubitablement plus lente que la baisse pendant les neuf mois de l'année précédente. Si on considère la période précédente, qui a commencé avec l'effondrement de 1929, on constate que la crise a duré presque trois ans et demi avant le début du mouvement de hausse, avec des hauts et des bas moins marqués, durant quatre ans et demi - c'était la « prospérité » de Roosevelt. Ainsi le dernier cycle a été de huit ans, trois ans et demi de crise et quatre ans et demi de « prospérité » relative, huit ans étant considérés comme une durée normale pour un cycle capitaliste. Maintenant, la nouvelle crise a commencé en août 1937 et, en neuf mois, elle a atteint le point qu'on avait atteint en deux ans et demi au cours de la crise précédente. Il est très difficile de faire maintenant un pronostic sur le délai, le point de la prochaine remontée. Si on considère le nouvel effondrement du point de vue de sa profondeur, je le répète, la crise a réalisé le travail de deux ans et demi, mais n'a pas encore atteint le point le plus bas de la précédente. Si on considère la nouvelle crise du point de vue de la durée - neuf ans, ou même huit ans, c'est trop peu pour une nouvelle remontée. C'est pourquoi, je le répète, un pronostic est difficile. Il faut que la nouvelle crise atteigne le même point - le plus bas - que la crise précédente. C'est probable, mais pas absolument certain. Ce qui caractérise le nouveau cycle, c'est que la « prospérité » n'a pas atteint le sommet de la prospérité précédente, mais on ne peut à partir de là tirer de façon abstraite une conclusion sur le nadir. Ce qui caractérisait la prospérité Roosevelt, c'était qu'il s'agissait d'un mouvement essentiellement des industries légères, pas du bâtiment, ni de l'industrie lourde. C'est ce qui a fait que le mouvement s'est développé de façon limitée. C'est précisément la raison pour laquelle la chute s'est produite de façon aussi catastrophique, parce que le nouveau cycle n'avait pas une base solide d'industries lourdes, surtout des industries du bâtiment qui sont caractérisées par de nouveaux investissements avec une perspective à long terme, et ainsi de suite.

Maintenant on peut supposer théoriquement que le nouveau mouvement de reprise affectera plus que les industries du bâtiment - les industries lourdes en général - du fait qu'en dépit de la consommation au cours de la dernière période, les machines n'ont pas été suffisamment renouvelées et que la demande pour elles sera maintenant plus grande que dans la période précédente. Ce n'est absolument pas en contradiction avec notre analyse générale d'un capitalisme malade en déclin provoquant toujours plus de misère. Cette possibilité théorique est soutenue dans une certaine mesure par les investissements militaires dans les travaux publics. D'un vaste point de vue historique, cela signifie que la nation s'appauvrit pour permettre d'assurer aujourd'hui et demain de meilleures conjonctures. On peut comparer ce type de conjoncture à une énorme dépense de l'organisme général. On peut la considérer peut-être comme une nouvelle conjoncture d'avant-guerre, mais quand commencera-t-elle ? La baisse va-t-elle continuer ? C'est possible - probable. En ce sens, on aura dans la prochaine période, non pas 13 ou 14 millions, mais 15 millions de chômeurs. En ce sens, tout ce que nous avons dit sur le Programme de transition sera renforcé à tous égards, mais nous adoptons l'hypothèse d'une nouvelle reprise dans les quelques mois, dans les six mois ou l'année qui vient. Un tel mouvement peut être inévitable.

A la première question de savoir si une telle reprise peut être plus favorable à la perspective générale devant notre parti, je crois que nous pourrions répondre par un oui catégorique, qu'elle nous serait plus favorable. Il n'existe aucune raison de croire que le capitalisme américain puisse, de lui-même, au cours de la prochaine période, devenir un capitalisme sain et plein de santé et qu'il puisse absorber les 13 millions de chômeurs. Mais, si nous la formulons sous une forme très simple, arithmétique, la question est de savoir si, dans l'année ou les deux ans qui viennent, les industries peuvent absorber 4 millions d'ouvriers sur les 13 millions de chômeurs, ce qui en laissera 9. Serait-ce favorable du point de vue du mouvement révolutionnaire ? Je crois que nous pouvons répondre par un oui catégorique.

On a une situation dans un pays - une situation très révolutionnaire dans un pays très conservateur - avec une arriération subjective de la mentalité de la classe ouvrière. Dans une telle situation, les reprises économiques - brutales, hauts et bas - ont d'un point de vue historique un caractère secondaire pour la vie de millions d'ouvriers. Aujourd'hui, elles ont une très grande importance. De telles secousses ont une grande importance révolutionnaire. Elles secouent le conservatisme; elles forcent les ouvriers à chercher une explication de ce qui se passe, quelle est la perspective. Et chaque secousse nouvelle pousse une couche d'ouvriers sur la voie de la révolution. Plus concrètement, aujourd'hui, les ouvriers américains sont dans une impasse. Le grand

¹ Jack Weber était le pseudonyme de Louis Jacobs (né en 1894), originaire d'Europe de l'Est, adhérent de la Communist League of America au début des années trente. Il était organisateur du S.W.P. dans le New Jersey et assez isolé dans le parti, bien que membre du comité national. Sa femme Sara était venue à Coyoacán au secours de Trotsky, privé de secrétaire et sténo russe depuis des mois, et il était venu la rejoindre quelques semaines.

² Franklin D. Roosevelt (1882-1945), juriste d'une grande famille, ancien gouverneur démocrate de l'Etat de New York, avait été élu président des Etats-Unis pour la première fois en 1932 et avait lancé la politique du New Deal. En 1938, il semblait plutôt s'engager, au lendemain de sa première réélection, dans la voie du réarmement et de la guerre.

mouvement du C.I.O.¹. n'a pas de perspective immédiate parce qu'il n'est pas guidé par un parti révolutionnaire et les difficultés du C.I.O. sont immenses. D'un autre côté, les éléments révolutionnaires sont trop faibles pour pouvoir impulser dans le mouvement un tournant brusque vers la voie politique. Imaginons que, pendant la prochaine période, quatre millions d'ouvriers entrent dans l'industrie. Cela n'apaisera pas les antagonismes sociaux - au contraire, cela les aiguëra. Si l'industrie était capable d'absorber les 11 ou 13 millions de chômeurs, cela signifierait pour une longue période un apaisement de la lutte de classes, mais elle ne peut en absorber qu'une partie et la majorité demeurera en chômage. Tous les chômeurs savent que ceux qui ont un travail travaillent. Je crois que, dans cette période, notre mot d'ordre de l'échelle mobile peut recueillir une immense popularité; c'est-à-dire que nous revendiquons du travail pour tous dans des conditions décentes sous une forme populaire : « Nous voulons trouver du travail pour tous dans des conditions décentes et avec des salaires décentes. » La première période de croissance - croissance économique - serait très favorable en particulier pour ce mot d'ordre. Je crois aussi que l'autre très important mot d'ordre de défense, milice ouvrière, etc. trouverait aussi un terrain favorable, une base, parce qu'à travers une croissance aussi limitée et incertaine - les capitalistes chercheront à avoir des profits immédiats et considéreront avec beaucoup d'hostilité les syndicats qui perturbent la possibilité d'une nouvelle augmentation des profits. Dans de pareilles conditions, je crois que Hague² trouverait des imitateurs à grande échelle.

La question du Labor Party devant les syndicats. Bien sûr, le C.I.O., dans une nouvelle prospérité, aurait une nouvelle possibilité de développement. En ce sens, on peut supposer que l'amélioration de la conjoncture reporterait à plus tard la question du Labor Party. Non pas qu'il perdrait toute son importance propagandiste, mais il perdrait de son acuité. Nous pouvons donc préparer les éléments progressistes à cette idée et être prêts à l'approche de la crise, qui ne sera pas longue à venir.

Je crois que cette question du haguisme a une énorme importance et qu'une nouvelle prospérité, une nouvelle remontée nous donnerait des possibilités accrues. Une nouvelle remontée signifierait que la crise définitive, les conflits définitifs sont repoussés de plusieurs années en dépit de conflits aigus pendant la montée elle-même. Et nous avons le plus grand intérêt à gagner plus de temps, parce que nous sommes faibles et parce que les ouvriers ne sont pas prêts aux Etats-Unis. Mais même une nouvelle remontée ne nous donnerait que très, très peu de temps - la disproportion entre la mentalité et les méthodes des ouvriers américains dans la crise sociale, cette disproportion est terrifiante. J'ai cependant l'impression que nous devons donner des exemples concrets de succès et ne pas nous limiter à donner seulement de bons conseils théoriques. Si on prend la situation dans le New Jersey, c'est un coup terrible non seulement à la social-démocratie, mais à la classe ouvrière. Hague n'en est qu'au commencement. Nous aussi nous n'en sommes qu'au commencement, mais Hague est mille fois plus puissant que nous.

Dans le New Jersey, il est tout à fait clair que nous ne pouvons pas faire de miracles, mais nous pouvons réaliser un sérieux travail préparatoire, concentré pour un miracle. Nous devons maintenant, je crois, nous concentrer sur le New Jersey. Concentrer une ou deux dizaines de bons membres du parti pour un travail révolutionnaire clandestin, systématique et de bonne qualité. Jersey City, comme je l'ai lu dans une petite brochure, et c'est une confirmation que chacun peut obtenir lui-même, est une ville où les ouvriers sont le plus féroce exploités, où les salaires sont les plus bas, une ville d'*open shops*³. Nous devons nous concentrer à Jersey City pour un travail clandestin systématique à tous égards - dans les usines, chez les chômeurs, dans les syndicats, etc., avec des intentions révolutionnaires sérieuses pour une manifestation au moment favorable, une lutte ouverte contre l'élément réactionnaire, un combat de rues, sans, bien sûr, aucune tentative aventuriste. Hague a osé le faire. Pourquoi n'oserions-nous pas ? Nous pourrions mesurer la situation à nos propres succès, au sentiment des masses. Notre critique de la politique de Norman Thomas⁴, des sénateurs qui font des discours, c'est bien. La critique du P.O.U.M. dans la guerre d'Espagne, elle était juste aussi, mais insuffisante. Nous sommes faibles numériquement - c'est pourquoi nous devons apprendre l'art de concentrer nos forces à un point donné à un moment donné.

Je ne suis pas assez informé, mais je crois que nous pouvons assurer la possibilité de mobiliser de jeunes camarades sous la direction de camarades plus vieux et plus expérimentés et d'esprit combatif, pour pénétrer dans Jersey City et préparer une riposte aux méthodes de Hague. C'est une proposition que je fais pour la discussion ici et aux Etats aussi.

Weber. - *J'aimerais partir de la dernière partie de l'intervention du camarade Trotsky. Il a cité le haguisme, et le haguisme à Jersey City. Nous avons des difficultés particulières. D'abord parce qu'il se trouve que les ouvriers sont d'une catégorie particulière. Ce sont des ouvriers catholiques et l'Eglise a un bastion avec eux. L'Eglise est puissante et elle soutient Hague. La majorité des ouvriers est catholique à Jersey City. Si Hague était à New York ou une autre ville, notre travail serait un peu plus simple. Mais il est particulièrement difficile à Jersey City. Cela signifie d'abord une plus grande difficulté dans l'organisation de syndicats. Cela signifie que nous allons vers un heurt frontal avec l'Eglise à Jersey City où l'élément irlandais est très fort dans les ouvriers à prédominance catholique. Le second point concerne l'approche des travailleurs municipaux. La force de Hague consiste surtout en des travailleurs et leurs familles, qui travaillent pour Jersey City et en ce sens il a une quantité énorme de tenanciers. Il a une espèce d'emprise féodale sur Jersey City, en fait sur une bonne partie du New Jersey. Les forces dont il dispose dépendent directement de lui pour vivre. Nous devons aborder le problème du point de vue de comment atteindre les ouvriers municipaux. Nos forces à Jersey City sont très faibles. Nous y avons trois ou quatre camarades. Bien qu'actifs, ce sont des nouveaux dans le mouvement. Ils sont inexpérimentés et il faudrait les renforcer. Nous avons un avantage, une aide positive, c'est que les deux syndicats organisés ici dans le C.I.O. (syndicat des travailleurs de l'acier) sont plus ou moins sous notre influence. L'organisateur des syndicats, Kempf, est un élément spécial et, bien que membre de notre parti n'est pas particulièrement préoccupé par la*

¹ C'était le 9 novembre 1945 qu'un groupe de dirigeants syndicaux qu'animait John L. Lewis, le dirigeant des mineurs, avait proclamé la naissance du C.I.O. (Committee puis Congress for Industrial Organization) qui était resté formellement dans le cadre de l'A.F.L. à qui il tournait le dos sur la question cruciale du syndicalisme d'industrie. Il s'était répandu comme une traînée de poudre à la fin de 1936 et dans les premiers mois de 1937, recrutant des millions d'ouvriers inorganisés et animant ou coiffant les *sit-down strikes* (grèves sur le tas avec occupation), ouvrant ainsi une époque nouvelle de l'histoire des Etats-Unis.

² Frank Hague (1876-1956) était le maire démocrate de Jersey City depuis 1917. Il employait toutes les ressources de la municipalité au service des patrons locaux, s'opposant par la violence à toute syndicalisation, interdisant de fait le C.I.O. dans « sa » ville.

³ Par opposition aux *closed shops* - entreprises où ne pouvaient être employés que des travailleurs syndiqués - que les syndicats américains considéraient comme la condition de leur efficacité, le régime de l'*open shop*, qui permettait à l'entreprise de recruter des non-syndiqués, était celui des usines sans syndicats et des travailleurs sans défense.

⁴ Norman Thomas, le chef du parti socialiste dans un geste spectaculaire, avait annoncé qu'il irait publiquement prendre la parole à Jersey City pour dénoncer le caractère « fasciste » de la politique de Hague. Hague l'avait fait arrêter dès son arrivée et l'avait expulsé de la ville. Cette initiative aussi cynique que brutale avait eu un énorme retentissement.

théorie, ne participe pas beaucoup à nos discussions et il est très difficile de le faire avancer. Nous avons une difficulté supplémentaire dans le fait que le C.I.O. à Jersey City, alors qu'il aurait pu combattre Hague avec beaucoup d'efficacité, a plus ou moins mis le problème de côté, essayant de le pousser vers les libéraux. Ils soutiennent maintenant en paroles un comité de Front populaire et esquivent ainsi leur responsabilité. Le C.I.O. n'est pas faible dans le New Jersey. Mais il l'est à Jersey City. Très fort dans le New Jersey, à Jersey City, il est faible. Si nous concentrons nos forces à Jersey City, il nous faudra avancer, bien entendu, d'abord et avant tout à travers les syndicats, et il n'y a que deux syndicats qui signifient quelque chose. Le mouvement des chômeurs est relativement faible. A Jersey City, presque inexistant. L'alliance ouvrière doit devenir active aussi ici. Nous la contrôlons dans le comté voisin et pourrions la pousser dans celui-ci, mais c'est très difficile. Si nous y concentrons des forces, il faudra d'abord qu'ils trouvent du travail, peut-être dans les aciéries. Nous y avons pas mal de contacts et peut-être pourrions nous y faire embaucher quelques camarades. Dans la périphérie de Jersey City, ça va mieux. Il y a plus de syndicats, nous y avons maintenant plus d'influence. Par exemple, nous avons mis sur pied ce qui équivaut à un conseil de district du C.I.O. Nous y avons de l'influence. Le C.I.O. a révoqué Kempf récemment. Tous les « locaux » ont protesté contre cette révocation. Je n'ai pas su s'il avait ou non été réintégré. Ce n'est que ce samedi, après son renvoi, qu'ils l'ont reçu. Je ne sais pas ce qui est arrivé. Révoqué ou non, il exerce encore une influence énorme là. En ce sens, nous pourrions mobiliser les syndicats pour une lutte contre Hague. Il n'y a aucune espèce d'influence lovestoniste. Dans les syndicats même, les stalinien ont de l'influence. Dans le mouvement des chômeurs, nous contrôlons. Comment « coloniser » des forces à Jersey City, c'est un problème difficile. Nos jeunes seraient heureux d'y aller et de travailler. Nous pouvons trouver les forces, mais à quoi les atteler ? Faire un travail illégal ? De quelle espèce ? Pour distribuer les tracts, sortir le matériel imprimé, essayer d'organiser une branche, par exemple ? Nous avons sur place des forces avec lesquelles les individualités envoyées pourraient coopérer. Trois membres très actifs, et qui aideraient.

Trotsky. - Il faut former un noyau secret dans les syndicats, organiser un noyau pour la future milice ouvrière. Je crois que nous donnons ici à notre organisation un caractère plus militaire, afin de la préparer à un heurt sérieux avec Hague. Ce que vous dites est très important. Je ne le savais absolument pas et cela me montre qu'il faut considérer la situation, non du point de vue étroit de Jersey City, mais du point de vue plus large des comtés environnants. Cela ne change pas, mais il nous faut avoir un plan - un plan concret, dans lequel nous disposerons nos forces de façon à préparer une riposte à Hague. J'ai demandé si les lovestonistes avaient des forces, parce que, sur une telle question, il serait possible de conclure un front unique.

Weber. - Quand ce député est venu à Jersey City, le C.I.O. a envoyé des contingents pour le protéger, mais Hague était mieux organisé. Récemment, dans le conseil du C.I.O. du comté d'Essex-Newark et des secteurs autour de Jersey City, nos camarades ont fait passer une motion pour l'organisation par les syndicats de groupes de défense pour défendre les syndicats. Les stalinien étaient contre, mais ils n'ont pas osé dire un mot. Ils sont restés muets et le reste des membres a voté et adopté la motion. Chaque « local » est autorisé à organiser un groupe de défense. Notre programme comprend maintenant la lutte pour obtenir que les syndicats mettent ceci en pratique. Mais, par exemple, en préparant la défaite de Hague, cherchez-vous à tenir un meeting public et, tôt ou tard, de façon à battre ses troupes. Est-ce que ce serait un exemple ? Tenir un meeting public comme un défi à ses forces et repousser leur attaque pour leur montrer que nous sommes les plus forts ?

Trotsky. - Il est plus facile de les attaquer quand ils n'y sont pas préparés. C'est en ce sens, avec de l'audace et du courage, que nous pouvons doubler ou tripler nos faibles forces. Nous pouvons organiser une victoire qui transportera toute l'Amérique.

Weber. - Sur la question de l'échelle mobile. Le New York Post, il y a deux ou trois semaines, a publié un éditorial dans lequel il disait : « Pour chaque homme un travail, des conditions de vie décentes pour tous. » Un éditorial excellent. En fait, il aurait pu être publié dans le Socialist Appeal. Le New Deal tient ce genre de mot d'ordre pratiquement pour acquis. Le Post tient pour acquis que si un homme est au chômage, pas par sa faute, il doit être secouru. La gauche du New Deal l'accepte; nous, nous hésitons à le dire. Nos propres camarades étaient étonnés de cet éditorial.

Maintenant, sur l'échelle mobile des salaires et des horaires, pour moi, c'est une affaire qu'il faut appliquer presque localement. Par exemple, dans le cas de Newark ou Jersey en général. J'ai commencé une enquête pour trouver combien d'ouvriers dans les aciéries quand elles marchaient, combien y travaillent maintenant, combien sont partis, ce qui est arrivé aux autres. Nationalement, nous le prenons à l'échelle nationale. Mais ce que nous devons faire en réalité, c'est l'appliquer presque localement, dans des industries et même des usines données. Ce n'est pas simplement une généralité. Nous ne pouvons la laisser suspendue en l'air. Nous ne devons pas avoir peur d'un mot d'ordre, disons de 28 heures dans certaines industries, 30 heures dans d'autres, et 25 dans d'autres.

Trotsky. - Oui, je suis tout à fait d'accord avec ça.

Weber. - Une autre question que j'aimerais poser - est-il possible que le capital monopoliste renonce à une partie de ses super-profits sans baisser les salaires, parce que le gouvernement l'y oblige ?

Trotsky. - C'est possible. Ce n'est qu'une question de durée de l'expérience et aussi de rapports avec les autres producteurs, en particulier les petits. Cela signifierait la banqueroute des entreprises non-monopoles. D'un côté, cela aide le capitalisme et de l'autre le sape.

Deuxième discussion sur le Labor Party

23 juillet 1938

Weber. - Ce n'est qu'une légère exagération que de dire que dans la question du Labor Party il s'agit des jeunes contre les adultes¹. Bien entendu, ce n'est pas entièrement vrai, mais dans une large mesure. La jeunesse - et quelques adultes aussi - font une distinction nette et complète entre le programme de transition proprement dit et la question du Labor Party. Ils veulent que ces questions soient discutées séparément, votées à part et examinées sur des plans séparés. Ils jugent acceptable le Programme de Transition, l'adoptent sans problème et pensent qu'apparemment il n'a pas besoin d'être discuté. Ayant accepté ce programme de transition, ils n'en tirent pas de conclusion concernant la stratégie politique de son application ou les méthodes d'utilisation aux Etats-Unis.

Je parle essentiellement des objections soulevées dans les discussions auxquelles j'ai assisté sur la question du Labor Party. En écoutant ces objections, on est ramené de façon très nette aux discussions sur l'entrée dans le parti socialiste, le type d'arguments est très semblable. La première idée exprimée par les jeunes, au moins l'idée sous-jacente à toutes leurs objections, semble être qu'ils prennent le Labor Party pour un parti dans notre sens du terme, c'est-à-dire un parti comme le Socialist Workers Party. Ils l'imaginent avec une forte discipline et soulèvent tout de suite la question de savoir si, nous serons liés par la discipline d'un Labor Party. Ils pensent en termes de soumission complète à la discipline d'un Labor Party, bien que cette façon de pensée ne soit pas entièrement consciente. Par conséquent, ils imaginent le Socialist Workers Party dissous dans le Labor Party. Exactement comme, par exemple, l'American Workers Party fut dissout dans le parti socialiste. Pour cette raison, tout en rejetant l'idée d'un Socialist Workers Party se dissolvant dans le Labor Party, ils sont tout à fait disposés à faire entrer des syndicalistes dans le Labor Party, à ce que des camarades y entrent individuellement ou en groupes et à ce que ces syndicalistes constituent des fractions, mais ils refusent de penser que le Socialist Workers Party pourrait lui-même appeler à un Labor Party. Ils croient que c'est là le préliminaire de sa dissolution dans le Labor Party. Et quand on leur dit qu'il n'y a aucune idée de ce genre, que le Socialist Workers Party n'a pas l'intention d'abandonner son existence, ils disent que c'est ce que nous disons aujourd'hui, mais que, demain, après tout, on peut utiliser d'autres arguments.

Ce qui est étrange, c'est que les jeunes soient conservateurs et sectaires sur cette question, mais de toute évidence ils n'ont que trop bien appris les leçons qu'on leur a données antérieurement dans les arguments contre le Labor Party, et, ayant appris ces leçons, ils les répètent toutes. Entre autres choses ils essaient de prouver que nous avons auparavant envisagé l'existence d'un mouvement de masse vers un Labor Party et pourtant, ayant envisagé tout ce qui existe maintenant, nous avons rejeté l'idée d'un Labor Party jouant quelque rôle progressiste que ce soit à cette époque du capitalisme déclinant. Une partie de leurs objections s'adresse toujours au comité national. En substance, ils disent que le comité national essaie de dissimuler son changement d'attitude. Ils ne sont pas satisfaits des explications du comité national sur le tournant de son attitude envers le Labor Party.

J'ai entendu Draper² discuter cette question quand il a défendu sa motion à New York et dans le débat il pose une série de questions. Par exemple : 1) Comment un Labor Party peut-il être progressiste, si nous admettons d'avance que les revendications immédiates ne peuvent pas être réalisées sans la destruction du capitalisme lui-même ? Il ne le lie pas avec le programme de transition dans notre sens du mot. Il le considère comme un parti réformiste n'avançant que des revendications immédiates. Si nous admettons d'avance qu'un tel parti ne peut pas arracher ces revendications, comment peut-il jouer un rôle progressiste alors qu'en réalité on a besoin d'un parti révolutionnaire qui conduira les ouvriers à la victoire ? 2) Il lit dans le programme de transition toute une série de pas conduisant des comités d'usine aux soviets et qu'au bout du compte, dans cette période, nous aurons à faire de l'agitation et de la propagande pour les soviets. Comment pouvons-nous faire en même temps de l'agitation pour un Labor Party et pour les Soviets ? Comment pouvons-nous être ceux qui appellent à un Labor Party, sans en même temps appeler les ouvriers à la loyauté à ce Labor Party et sans nous soumettre nous-mêmes à sa discipline ? Et si nous le faisons, cela ne signifie-t-il pas que nous livrons les ouvriers aux fakirs³ et aux social-patriotes. A leurs yeux, le Labor Party est voué à être bureaucraté et à soutenir l'impérialisme, et nous n'arrivons pas à convaincre Draper quand nous lui répondons que le même genre d'argument pourrait être utilisé contre l'adhésion des ouvriers aux syndicats, car ne livrons-nous pas de la même façon les ouvriers aux social-patriotes dans les syndicats ?

Quand nous parlons des développements rapides qui se sont produits dans les deux dernières années et quand nous le combinons avec la détérioration rapide des conditions objectives, tout cela accompagné de l'énorme arriération de l'ouvrier américain, et quand nous soulignons que notre propre parti n'a pas marché au rythme de la croissance du mouvement, ils répondent dans l'ancien style que nous avons peur du dur travail qui nous attend dans la construction de notre propre parti, que nous devenons opportunistes, que nous nous adaptions à l'arriération des ouvriers. En fait, Draper pose la question de cette façon : si nous ne voulons pas quelque chose, en l'occurrence, un Labor Party et que les masses le veulent, cela ne doit absolument pas changer notre point de vue (mais certainement c'est quelque chose à quoi nous devons réfléchir !).

Draper et autres parlent du fait que nous sommes en train de construire une nouvelle théorie de l'action politique indépendante. Draper a été formé, et tous les autres ont été formés, dans l'idée qu'il n'y a pas d'action politique indépendante en dehors de l'action politique révolutionnaire des travailleurs dirigés par un parti d'avant-garde, notre propre parti. Et là, ils fondent un seul argument sur cette question sur la base de l'affirmation que l'attitude de Trotsky est différente de celle du comité national. Trotsky a

¹ Weber fait allusion ici à la discussion dans le S.W.P.

² Hal Draper (1914-1990) était entré en 1933 à la Young People Socialiste League et était devenu responsable des étudiants à New York en même temps qu'un des principaux dirigeants du mouvement étudiant qui prenait alors naissance. D'abord membre de la tendance du Committee for a Revolutionary Policy regroupant des éléments plutôt proches du P.C. et influencés aussi par les lovestonistes, il avait rompu avec elle pour rejoindre la fraction trotskyste dans le S.P. Il avait donné au *Internal Bulletin* n° 2 du S.W.P. un texte (pp. 31-34) dans lequel il critiquait vigoureusement l'orientation « opportuniste » à ses yeux vers le Labor Party : il était suivi par une majorité des militants jeunes.

³ L'expression de « labor fakirs » (fakirs du mouvement ouvrier) désignant les bureaucrates qui trompent les travailleurs, les « bonzen » (bonzes) en Allemagne, avait été introduite par Daniel De Leon qui l'appliquait aux dirigeants de l'A.F.L. autour de Gompers. Nous la traduisons littéralement.

dit qu'il serait pour le Labor Party, même s'il n'y avait pas de mouvement de masses. Il serait pour le Labor Party parce que la situation objective tend à pousser les ouvriers dans cette direction, mais le comité national, d'un autre côté, base son orientation sur le fait qu'il existe un mouvement pour un Labor Party. On essaie d'opposer ces deux attitudes qui ne sont pas contradictoires du tout. Nous soulignons que le camarade Trotsky adressait à ce point ses remarques aux adversaires du Labor Party. Nous allons plus loin, disant que non seulement la situation objective pousse les ouvriers dans la direction du Labor Party, mais qu'existe déjà le mouvement de masse pour un tel parti. Où est la contradiction ? Nous portons simplement l'argument un pas plus loin.

Les adversaires de l'orientation Labor Party pensent en termes de bureaucrates seuls dans le Labor Party. Ils disent, par exemple, que, dans les thèses, on parle de la Labor's Non-Partisan League¹ comme d'une étape dans le développement de l'action politique indépendante, mais, dit Draper, les dirigeants de ce mouvement sont contre une telle action politique². Comment cela peut-il être une étape dans le développement de l'action politique indépendante si les dirigeants sont en réalité contre elle ? En fait, avec l'action de la Labor's Non-Partisan League à travers ses dirigeants, la main dans la main avec les politiciens républicains, comment peut-on distinguer la Labor's Non-Partisan League d'un troisième parti ? Ne peut-on dire que le troisième parti est une étape dans le développement du Labor Party ? Nos adversaires disent que, dans la thèse du comité national, nous donnons une garantie que la résistance des bureaucrates à l'action indépendante sera brisée. Ils disent que c'est un non-sens. Sur quoi repose cette garantie ? Ce ne sont que des mots et cela ne veut rien dire.

Un autre argument qui apparaît surtout chez les éléments les plus jeunes est que toute notre position sur le Labor Party contredit tout ce que nous avons enseigné pendant des années. Disons-nous la vérité sur ce Labor Party, qu'il ne peut pas résoudre les problèmes des ouvriers. Qu'il s'intégrera inévitablement à la machine de guerre, qu'il ne réalisera pas le programme de transition ? Disons-nous à ces ouvriers que, pour cela, un parti révolutionnaire est nécessaire ? Que le programme de transition signifie le renversement du capitalisme ? Puis ils soulèvent la question des candidats du Labor Party. Bien entendu, ils admettent que, si nous le rejoignons, nous serons en faveur de candidats indépendants du Labor Party. Nous ne lui donnerons qu'un soutien critique. Selon l'opposition, la majorité chercherait à dissimuler une partie de ses critiques, à dissimuler la vérité sur les candidats du Labor Party et le Labor Party lui-même. La majorité donnerait un type de soutien et la minorité un autre. Bien entendu, on peut demander à Draper pourquoi il donne un quelconque soutien au Labor Party qui doit inévitablement livrer les ouvriers aux fakirs. Un soutien, critique ou non, est un soutien.

Les arguments ultimes de l'opposition sont sur la ligne de ceux de Muste³ à propos de l'idée du parti socialiste. La nouvelle orientation est une tentative pour échapper à l'isolement, une tentative désespérée pour trouver un raccourci pour la révolution. Bien entendu, nous soulignons qu'il existe des raccourcis, et qu'ils sont parfois très nécessaires. Naturellement, dans leurs arguments, ils essaient d'identifier les interprétations opportunistes de tel individu avec la ligne elle-même. Quelqu'un fait une intervention quelque part et tombe dans l'opportunisme d'une façon ou d'une autre : ils l'utilisent pour souligner que c'est la ligne qui engendre l'opportunisme. Et puis encore, des jeunes ont peur que le Labor Party enseigne aux jeunes à dépendre, non de leur propre action, mais de l'action parlementaire. En ce sens, ils acceptent l'interprétation bureaucratique du Labor Party. Ils ne peuvent pas voir l'idée de tactiques combinées, de défendre l'idée d'un Labor Party en essayant en même temps de construire un parti ouvrier révolutionnaire. Ils ne peuvent pas voir une telle tactique combinée. Il est difficile de leur enseigner qu'elle n'est pas seulement possible, mais nécessaire dans la période présente. Il est difficile de leur prouver que défendre le Labor Party, c'est défendre le programme de transition.

Pour résumer l'attitude de l'opposition, elle présente le Labor Party comme un substitut du Socialist Workers Party, comme un abandon de notre indépendance. Dans la mesure où notre expérience avec le Labor Party continue, ils ne sont pas prêts à accepter cette expérience ni les leçons qui en découlent. Par exemple, l'expérience de Minneapolis - avec nos militants dans les syndicats déjà liés au Farmer Labor Party. Que fallait-il faire ? Refuser d'être délégués au Farmer Labor Party, nous isoler dans le syndicat ? Nous avons conclu que nous ne pouvions pas. Encore, l'expérience de Jersey City, où nous avons la possibilité d'avoir des délégués au congrès du Labor Party. Si nous avions eu plus tôt une orientation Labor Party juste, nous aurions pu mener une grande campagne d'agitation, régler leur compte aux staliniens puisqu'ils n'ont même pas poussé en avant leur propre organisation, la Labor's Non-Partisan League. Ils sont en train de la dissoudre complètement dans le New Jersey. Pourquoi font-ils cela dans le New Jersey ? Précisément, c'est un endroit où ils ne peuvent pas présenter un candidat Front populaire. Ici il y a le haguisme. Ici, si les staliniens étaient entrés dans une quelconque campagne pour le Labor Party, ils auraient été obligés de présenter des candidats indépendants et de les forcer à (adopter) une sorte de programme véritable contre le fascisme. Ils ne s'en seraient pas sortis. C'est précisément pourquoi ils sont contre. Ils ne peuvent mettre sur pied aucune sorte de Front populaire. Nous aurions dû être prêts à souligner tout ça quand les délégués des syndicats se sont réunis - des délégués de soixante syndicats au total. Nous étions en retard, et il faut le reconnaître. L'opposition n'en tire pas du tout la conclusion. Rien ne peut être fait dans le New Jersey si on n'avance pas là.

Au total, au cours des discussions qui se sont déroulées, on a donné je ne sais combien de coups, beaucoup en tout cas, à l'opposition. Nombre de jeunes sont en train de changer d'avis. La discussion s'est révélée d'une grande valeur. Je parle, bien sûr, du point de vue de New York et du New Jersey. On peut dire que presque toute la jeunesse dans tout le pays, était d'abord contre, mais maintenant un bon nombre d'entre eux ont commencé à changer d'avis, en sont venus à voir plus clairement qu'il n'y a pas de chose comme la dissolution du parti dans un Labor Party. Au total, quand on vote, je ne pense pas que l'opposition soit aussi nombreuse qu'au tout début.

Trotsky. - Quelles mesures concrètes le comité national a-t-il suggéré de prendre à New York en ce qui concerne le Labor Party ?

¹ La Labor's Non Partisan League (L.N.P.L.) fut annoncée le 2 avril 1936 : elle se donnait comme objectif une politique ouvrière non-partisane, c'est-à-dire du parti démocrate et du parti républicain.

² L'historien du C.I.O., le militant trotskyste Art Preis écrit à ce sujet dans *Labor's Giant Step*, p. 47 : « La L.N.P.L. fut représentée à l'époque de sa formation comme un pas vers l'action politique ouvrière indépendante. Son principal objectif était cependant exactement l'opposé. Elle fut créée en tant que pont pour détourner de l'action politique indépendante les centaines de milliers de syndicalistes qui votaient habituellement socialiste ou communiste et réclamaient à l'époque un Labor Party. »

³ Abraham Johannes Muste (1885-1967), pasteur, ordonné en 1909, venu au mouvement ouvrier en 1919, avait été le directeur pédagogique du Brookwood Labor College, puis animateur de l'American Workers Party qui avait fusionné avec la C.L.A. pour former le W.P.U.S. En 1935-1936, il était très opposé à l'entrée des militants de ce dernier parti dans le Socialist Party et avait animé une minorité qui la combattait.

Weber. - *Il a appelé les camarades à rejoindre l'American Labor Party¹ individuellement, si nécessaire, en tant que membres des syndicats, de toutes les façons pour entrer dans le Labor Party - c'est-à-dire la forme de Labor Party existant précisément aujourd'hui. Entrer par les syndicats, bien. S'ils sont délégués, délégués des syndicats, bien.*

Trotsky. - Quand aurions-nous dû tourner sur le Labor Party ?

Weber. - *Si on regarde en arrière, il aurait fallu tourner un an plus tôt. Cela nous aurait bien aidés au New Jersey, je crois. L'expérience de Minneapolis et celle de Widick² ont commencé à nous faire changer d'avis quand nous avons discuté ça. Nous avons eu alors devant nous la question concrète d'un changement d'orientation.*

Trotsky. - Est-ce qu'il aurait fallu tourner avant le commencement de la dernière dépression ?

Weber. - *A peu près au commencement, juste quand elle commençait. Cela aurait été très précieux pour nous que ce tournant se soit produit il y a un an. Naturellement, je dis cela en me retournant, après l'événement.*

Trotsky. - Quand vous dites que le comité central national conseille aux militants de l'Etat de New York de rejoindre le Labor Party de l'Etat de New York, concrètement, quel type de conseil donne-t-il ? C'est une condition de l'American Labor Party de New York qu'aucun membre de ce parti ne peut être membre d'un autre parti politique.

Weber. - *Ils n'ont pas à répondre qu'ils appartiennent au Socialist Workers Party.*

Trotsky. - Même s'il aurait été souhaitable de changer notre attitude sur le Labor Party l'année dernière, cela n'aurait pas pu être fait si nous n'avions pas prévu la dernière dépression.

Weber. - *Au sens où il était impossible d'avoir tourné sans avoir prévu la dernière dépression, il était impossible de tourner avant la date où nous l'avons fait.*

Trotsky. - Les informations que nous a données le camarade Weber sont très intéressantes et je crois aussi que l'opposition va petit à petit disparaître. Bien entendu, on ne peut pas considérer la question du Labor Party indépendamment du développement général dans la prochaine période. Si une nouvelle prospérité arrive et dure quelque temps et renvoie à plus tard la question du Labor Party, alors la question sera pour quelque temps plus ou moins académique, mais nous continuerons à préparer les esprits dans le parti afin de ne pas perdre de temps quand la question redeviendra aiguë ; mais une importante prospérité de ce genre n'est guère probable maintenant et si la situation économique reste ce qu'elle est, alors, les esprits tourneront très vite. Le fait le plus important qu'il nous faut souligner, c'est la profonde différence par rapport à la situation de la classe ouvrière en Europe, qui existe en Amérique. En Europe, disons, en Allemagne avant Hitler, en Autriche, en France maintenant, en Grande-Bretagne, la question d'un parti pour les ouvriers était considérée comme une nécessité, c'était un lieu commun pour l'avant-garde de la classe ouvrière, pour une large couche des masses elles-mêmes. Aux Etats-Unis, la situation est tout à fait différente. En France, l'agitation politique consiste en ce que le parti communiste tente de gagner les travailleurs, ou le parti socialiste tente de gagner les travailleurs et chaque ouvrier conscient ou demi-conscient est placé devant un choix. Va-t-il adhérer au parti communiste, au parti socialiste ou au parti radical-socialiste ? Pour le parti radical-socialiste, ce n'est pas tellement un problème parce qu'il est surtout pour les contremaîtres, mais les ouvriers ont à choisir entre le parti socialiste et le parti communiste. Aux Etats-Unis, la situation est que la classe ouvrière a besoin d'un parti - son propre parti. C'est le premier pas dans l'éducation politique. On peut dire que ce premier pas aurait dû être fait il y a cinq ou dix ans. Oui, théoriquement c'est vrai, mais dans la mesure où les travailleurs étaient plus ou moins satisfaits de l'appareil syndical, ou même vivaient sans lui, la propagande en faveur d'un parti ouvrier demeurait plus ou moins théorique, abstraite, et coïncidait avec la propagande de certains groupes centristes et communistes, etc. Maintenant, cette situation a changé. C'est un fait objectif en ce sens que les nouveaux syndicats créés par les ouvriers sont arrivés dans une impasse et que la seule issue pour les ouvriers déjà organisés dans les syndicats est de réunir leurs forces pour influencer la législation, pour influencer la lutte de classes. La classe ouvrière est placée devant une alternative. Ou bien les syndicats seront dissous ou bien ils se joindront les uns aux autres pour l'action politique. Telle est la situation objective, que nous n'avons pas créée, et, en ce sens, l'agitation pour un parti de la classe ouvrière n'est plus maintenant abstraite, mais, au contraire, un pas très concret dans l'avance des ouvriers organisés dans les syndicats, en premier lieu, et de ceux qui ne sont pas organisés du tout. En second lieu, c'est une tâche tout à fait concrète déterminée par les conditions économiques et sociales. Ce serait absurde pour nous de dire que parce que le nouveau parti va naître de l'amalgamation politique des syndicats, il sera nécessairement opportuniste. Nous n'allons pas appeler les ouvriers à franchir ce pas de la même façon qu'à l'étranger. Bien entendu, si nous avons un choix véritable entre un parti réformiste et un parti révolutionnaire, nous indiquerions tout de suite notre adresse dans ce dernier. Mais il faut absolument un parti. C'est pour nous l'unique voie dans cette situation. Dire que nous allons combattre l'opportunisme, comme nous combattons, bien entendu, aujourd'hui et demain, surtout si le parti de la classe ouvrière a été organisé, en brisant un pas progressiste qui peut engendrer l'opportunisme, est une politique tout à fait réactionnaire et le sectarisme est souvent réactionnaire parce qu'il s'oppose à la nécessaire action de la classe ouvrière. On peut imaginer sous une forme schématique trois types de Labor Party aux Etats-Unis dans la prochaine période. Le premier type : un parti lâche, opportuniste, confus. La seconde possibilité : un parti opportuniste, mais assez centralisé, dirigé par des fakirs et des carriéristes. La troisième possibilité est un parti révolutionnaire centralisé où nous avons la direction. Nous ne nous attendons pas à avoir un type clair et pur. Il y aura différentes étapes, différentes combinaisons, différents types de Labor Party, etc., mais, afin de présenter plus clairement la situation et nos tâches, nous pouvons considérer ces trois types. Si le parti est assez lâche (dans son organisation) pour nous accepter, il serait stupide de ne pas y entrer. Si nous entrons avec la possibilité d'y travailler en tant que parti, c'est que le Labor Party est un parti opportuniste aux liens assez lâches. Le fait qu'un tel parti nous accepte signifie

¹ L'American Labor Party de l'Etat de New York avait été formé le 16 juillet 1936, avec des syndicalistes du C.I.O. comme Hillman et Dubinsky, des syndicalistes conservateurs comme le dirigeant de l'A.F.L. dans l'Etat, George Meany, et la Vieille Garde social-démocrate du S.P. qui avait rompu avec ce dernier en 1935. Il était soutenu par le maire LaGuardia, le gouverneur Herbert Lehman et... le P.C. L'objectif était en effet de canaliser sur New York un vote « Labor » en faveur de Roosevelt sur le plan national.

² Nous ne savons pas à quelle expérience précise Trotsky fait allusion à propos de Branko J. Widick qu'il avait reçu à l'été 1937 et qui lui avait fait le récit de ses expériences dans la période des grèves et de la naissance du C.I.O. Branko J. Widick (né en 1910) était lui-même un ancien mustiste. Il avait rejoint le W.P.U.S. à Detroit en 1934. Il avait été l'un des dirigeants de la grève de la General Motors à Flint puis lors de la grève Firestone, à Akron, un témoin passionné, correspondant d'un journal syndical. Il travaillait pour le journal du syndicat des ouvriers du caoutchouc en 1937 et était devenu en 1938 secrétaire ouvrier (Labor Secretary) du S.W.P. L'allusion à « l'expérience de Minneapolis » est une allusion au Farmer-Labor Party du Minnesota qui avait une existence indépendante depuis le début des années vingt en tant qu'expression politique des syndicats.

en lui-même que les opportunistes ne sont pas assez forts pour nous éliminer. Cela signifie d'une certaine façon de bonnes conditions (Je considère maintenant que nous entrons en tant que parti, que les conditions deviennent si critiques qu'un Labor Party est formé et que nous, Socialist Workers Party, y entrons en tant que section. C'est une situation extrêmement favorable). Et puis, ce peut être un Labor Party créé dans une période moins critique, une ambiance moins tourmentée, des conditions plus calmes, plus tranquilles, avec la prédominance de dirigeants réactionnaires conservateurs, avec un appareil plus ou moins centralisé - qui nous écartera en tant que parti. Alors nous continuerons bien entendu d'exister comme parti à l'extérieur d'un parti aussi opportuniste et nous ne considérerons que la possibilité de notre pénétration dans un tel parti - mais, en tant que parti, nous restons en dehors d'un semblable parti opportuniste centralisé. Si, dans le Labor Party, nous devenons la tendance prédominante, une tendance révolutionnaire avec les dirigeants qui sont les nôtres, les idées qui sont les nôtres, etc., alors nous deviendrons les avocats de la centralisation de ce parti aux liens lâches d'organisation. Nous exigerons que les ouvriers éliminent les fakirs, etc. C'est le troisième type, la troisième étape de l'évolution, l'étape dans laquelle notre parti se dissout dans ce Labor Party d'une façon qui détermine le caractère de ce Labor Party. A la première étape, nous disons : « Travailleurs ! Vous avez besoin de votre propre parti ! ».

En ce qui concerne le parti à Newark, vous dites que ce n'est pas le genre de parti dont on a besoin. Changez ce parti. Remplacez les dirigeants. De quelle façon nous le disons, cela dépend des circonstances. Les camarades ont absolument raison quand ils disent qu'il nous faut dire la vérité aux ouvriers, mais cela ne veut pas dire qu'à tout moment, partout, nous affirmons toute la vérité, en commençant par la géométrie d'Euclide¹ et en finissant avec la société socialiste. Nous n'avons pas le droit de leur mentir, mais nous devons leur présenter la vérité sous une forme, à un moment, dans un endroit tels qu'ils puissent l'accepter. Et précisément, là, nous avons la très importante question du travail illégal. La guerre approche et nous devons nous préparer au travail illégal, mais nous oublions qu'il faut faire un travail illégal dans l'American Labor Party. C'est le premier travail illégal qu'il faut faire, et nous ne pouvons nous éduquer pour le travail illégal hors de la réalité.

Les dirigeants du Labor Party sont la police politique de la classe dirigeante. Maintenant, ils nous arrêtent là où la police démocratique de Roosevelt elle-même ne peut plus le faire. Il permet à tout le monde de se réunir, à tout le monde de dire ce qu'il veut, mais il ne peut accorder cette liberté que parce qu'il dispose, non seulement de la police constitutionnellement organisée, mais de la police très solidement organisée dans l'American Federation of Labor, la police du C.I.O., du Labor Party LaGuardia² à New York, etc. Ils cherchent à nous écarter des ouvriers et la question n'est pas de ce que nous ferons quand la police officielle de Roosevelt nous mettra hors la loi, mais maintenant précisément de ce que nous devons faire pour éliminer l'obstacle que constitue la police des syndicats, des Labor Parties, etc. ?

Comment pouvons-nous entrer dans le Labor Party si nous nous déclarons nous-mêmes membres du Socialist Workers Party ? Cela dépend des circonstances. Pour entrer dans le travail révolutionnaire illégal, je change mon passeport, je change mon nom et je ne déclare pas que je suis membre du Socialist Workers Party. Je suis absolument soumis à la discipline de mon propre parti, mais en ce qui concerne les autres, nous ne devons rien aux fakirs. Pour la police de Roosevelt, c'est la même chose. Si nous avons la possibilité, par les syndicats, d'introduire nos camarades dans le Labor Party, dans le traître réformiste Labor Party, c'est un facteur très important. Supposez qu'on se batte. Ils vont l'exclure. Pour les ouvriers qui l'ont délégué, ce sera un combat exemplaire. Pour les non-membres qui, dans le Labor Party, délèguent un membre du Socialist Workers Party, indépendamment du fait qu'il en est membre, le parti ne les intéresse pas, mais l'individu qu'ils estiment hautement. Et il dit : « Oui, je suis membre du Socialist Workers Party. » Vous savez, devant les tribunaux tsaristes, nous avons une division du travail. Sur dix camarades arrêtés, un déclarait qu'il était membre du parti, dénonçait le capitalisme et les gouvernants. Les neuf autres disaient : « Je ne sais absolument rien, je n'ai rien à faire avec ce parti. » La police n'avait pas assez de preuves et devait les relâcher. Et ils retournaient au travail dans les syndicats. La déclaration d'un seul avait une énorme influence dans le pays. Nous devons absolument agir de la même façon dans les syndicats pour ce qui concerne notre propre parti. C'est la vraie préparation pour le nouveau travail illégal, plus difficile. Un camarade qui entre au Labor Party en tant que membre connu du Socialist Workers Party doit être beaucoup plus prudent. Ce n'est pas de l'opportunisme, les autres complèteront, mais lui doit néanmoins dire : « Je suis absolument loyal aux statuts du parti. Je ne prétends pas être d'accord avec vous, mais vous voyez que je suis absolument loyal. » Il laisse simplement aux autres le soin de compléter son travail et, bien entendu, dans le noyau de notre propre parti, il leur donne des instructions sur la façon de le faire, non pas pour trahir les ouvriers, mais pour tromper la police, les capitalistes, les fakirs ouvriers. On cite souvent Lénine à ce sujet. Il nous faut pénétrer les masses en dépit des canailles, des traîtres. Nous devons tromper ces derniers comme nous trompons la police. Je crois que maintenant nos camarades ne réalisent pas suffisamment cette division du travail, que nos camarades travaillent souvent avec les réformistes, les bureaucrates des syndicats, contre les stalinien. La situation est telle à Minneapolis, Los Angeles, presque partout, que nos camarades ont pénétré les syndicats, s'y sont montrés de bons travailleurs, d'honnêtes et dévoués responsables du mouvement syndical. Ils sont plus appréciés par les vieux routiniers des syndicats que les fakirs stalinien. Nous utilisons cette opposition entre eux et les charlatans et carriéristes stalinien. C'est tout à fait juste pour nous de soutenir dans une certaine mesure les éléments progressistes (en réalité conservateurs) contre les saboteurs stalinien, mais il nous faut fournir une aide supplémentaire.

Le camarade Skoglund³, président du Local 544, ne peut pas faire lui-même un discours en faveur de la IV^e Internationale, car il lui faut être un peu plus prudent. Néanmoins son attitude peut être complétée immédiatement par un bon noyau organisé et, si la direction d'un syndicat n'est pas bonne et qu'un des nôtres est exclu, Skoglund dit : « Je suis contre l'exclusion. » Mais Skoglund lui-même n'est pas exclu.

Je crois que les éléments les plus combattifs dans les syndicats devraient être nos jeunes, qui ne devraient pas opposer notre mouvement au Labor Party mais entrer dans le Labor Party, même un Labor Party très opportuniste. Il faut être dedans. C'est leur devoir. Que nos jeunes camarades séparent le programme de transition du Labor Party est compréhensible, parce que le

¹ Euclide de Mégare (450 ?-374 av. J.-C.), disciple de Socrate, fonda une géométrie qui est toujours enseignée dans les lycées.

² Fiorello LaGuardia (1882-1947), avocat républicain, était devenu maire de New York en 1934 à la tête d'une coalition qui comprenait le parti républicain et des démocrates désireux de combattre la corruption du parti démocrate et de son centre de Tammany Hall. Il soutenait Roosevelt au plan national et l'A.L.P. à New York en conséquence.

³ Carl Skoglund (1884-1960) militait en Suède sous son véritable nom d'Anderson quand la répression patronale l'obligea à émigrer et il vint aux E.-U. en 1911. Il milita au parti socialiste et fut secrétaire de sa fédération scandinave. Passant par le C.P.A. il fut l'un des pionniers du mouvement communiste aux E.-U., puis de l'Opposition de gauche, père du groupe qui dirigea en 1934 les grèves de Minneapolis. Etranger et menacé à plusieurs reprises d'expulsion (« déportation » en américain), il se concentra sur le travail syndical.

programme de transition est une question internationale, mais, pour les Etats-Unis, les deux questions sont liées - et je crois que certains de nos jeunes camarades acceptent le programme de transition sans avoir bien compris sa signification, car, autrement, le fait qu'il en soit formellement séparé perdrait toute importance pour eux. J'ai l'impression que nos méthodes pratiques d'action ne sont pas conformes à notre programme révolutionnaire, que nous sommes trop passifs dans notre activité pratique. Ce n'est pas seulement une question concernant le danger fasciste ou celle de l'activité dans les syndicats, mais des questions aussi comme la publication de notre journal ou toute notre activité. Je ne peux pas comprendre comment cette organisation Y.P.S.L., très révolutionnaire, n'est pas capable de publier une fois par mois le *Challenge*¹. C'est à cause de difficultés financières ? Je ne peux absolument pas comprendre pourquoi. Pendant la guerre, nous avons publié à Paris un quotidien en commençant avec un capital de trente francs (huit dollars) et nous l'avons publié pendant presque trois ans². Comment ? Nous avions trois camarades dévoués dans une imprimerie et ils y travaillaient. Quand nous avions de l'argent, on les payait. Mais quand nous n'en avions pas, ils attendaient des temps meilleurs. Je crois que nos jeunes camarades au moins pourraient faire le même effort, non seulement pour avoir à New York une imprimerie centrale, mais pour en avoir une dans chaque secteur important, comme nous nous en avons, dans la Russie tsariste, dans toutes les villes importantes. Nous devons avoir de telles imprimeries si nous n'avons rien d'autre. Par exemple, nos camarades anglais ont maintenant leur propre imprimerie, mais avec une telle imprimerie avec deux ou trois camarades dévoués, nous pourrions sortir le *Socialist Appeal* au moins deux fois par semaine, mais aussi des brochures, des tracts, etc. L'ennui est que le travail du parti repose beaucoup trop sur des conceptions petites-bourgeoises.

Il nous faut éduquer notre jeunesse dans un esprit de sacrifice. Nous avons déjà tellement de jeunes bureaucrates dans notre mouvement. Par exemple, le *Challenge* a besoin de 300 dollars. S'il ne les a pas, bien, ils attendent. Ce n'est pas la manière révolutionnaire. C'est une politique très opportuniste, bien plus opportuniste que d'appeler à un Labor Party. Vous savez que la raison pour laquelle nous n'avons pas la révolution est que les ouvriers sont retenus par les préjugés bourgeois - préjugés démocratiques. Nous n'avons pas de tels préjugés, mais dans notre façon d'aborder les choses pratiques, nous avons des façons bourgeoises. C'est bien utile pour la classe bourgeoise. Les ouvriers américains jugent dégradant de ne pas avoir une Ford, de beaux vêtements car ils pensent qu'ils doivent faire comme la bourgeoisie. C'est déplorable d'imiter la classe supérieure. Nous, marxistes, nous le comprenons très bien. Tout à fait mauvais en particulier dans une situation réactionnaire. Mais, dans nos méthodes pratiques, nous agissons de la même façon. Nous n'avons pas le courage révolutionnaire de briser cette tradition, de briser les normes bourgeoises de conduite et de mettre en avant nos propres règles de devoir moral, etc. C'est particulièrement vrai pour les jeunes et il est très important, non seulement de les éduquer théoriquement, mais de les élever comme militants, comme hommes et comme femmes³.

¹ L'organe de la Y.P.S.L. portait le titre de *Challenge of Youth*.

² Trotsky fait ici allusion à la publication par lui et ses camarades, à Paris, du quotidien en langue russe *Naché Slovo* (Notre Parole).

³ Au cours de cette période, Trotsky va émettre à plusieurs reprises des jugements sévères et exprimer des appréhensions au sujet d'une fraction des cadres de la Y.P.S.L., avertissant de l'existence de « dangers » qu'il ne précise pas.

Le prochain procès des diplomates

(25 juillet 1938)

Article (T4393), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

A un moment, on a pu croire que Staline avait abandonné les procès politiques avec leurs aveux monotones. Ces derniers temps cependant, il court des rumeurs persistantes sur la poursuite de la préparation d'un procès public de diplomates. La situation politique sur l'arène internationale comme en U.R.S.S. est telle que ces rumeurs doivent être tenues pour vraisemblables. Les procès précédents avaient pour objectif de décharger Staline de toute responsabilité pour les erreurs et les échecs de l'industrie et de l'agriculture, de l'appareil gouvernemental et de l'Armée rouge. La tâche du nouveau procès sera apparemment de rejeter de Staline sur ses subordonnés la responsabilité des graves échecs de la diplomatie soviétique et du Comintern sur l'arène internationale. La politique du « Front populaire » en Espagne s'est soldée par une catastrophe. En Extrême-Orient, Moscou n'a révélé que trop clairement son impuissance. Elle a pratiquement été exclue de la politique européenne. Il ne reste plus qu'à faire retomber la responsabilité de la perte de prestige des Soviétiques sur de nouveaux boucs émissaires en la personne de diplomates dociles. C'est sans doute là l'idée de base du prochain procès.

Les accusés dont on donne les noms sont les anciens représentants soviétiques en Extrême-Orient (Iouréniev, Bogomolov), à Berlin (le même Iouréniev), en Espagne (Antonov-Ovseenko et Rosenberg)¹. On s'attend à ce que Rakovsky² paraisse au procès en tant que témoin, peut-être accusé. Les rôles qui seront assignés à ces hommes sont prévisibles dans leurs grandes lignes : ces diplomates ont révélé des secrets d'Etat, conclu des alliances avec l'ennemi, trahi leur patrie, etc.

Dans ce procès cependant, le rôle de Iakoubovitch, l'ancien ambassadeur en Norvège, demeure une énigme. Contrairement à Antonov-Ovseenko, à Rakovsky et, dans une certaine mesure, à Iouréniev, Iakoubovitch n'a jamais appartenu à aucune opposition. Par essence, c'est un fonctionnaire apolitique du corps diplomatique. Même en tant que fonctionnaire, il est toujours resté au second plan. Pendant de nombreuses années, il a été secrétaire à l'ambassade soviétique de Berlin avant d'obtenir ce poste d'Oslo. C'est un poste de troisième ordre qui a tout d'un coup pris une importance politique en 1936, lorsque Moscou essaya d'obtenir du gouvernement norvégien mon expulsion. A l'époque grâce à mon avocat, feu Puntervold³, qui était proche des milieux gouvernementaux, j'étais très bien informé de ce qui se passait en coulisses. Iakoubovitch menaçait de boycotter la marine marchande et le commerce de la pêche et, selon Puntervold, il tapa violemment sur la table au ministère des Affaires étrangères. Le gouvernement norvégien, effrayé, consentit à m'interner, mais n'osa pas aller jusqu'à me livrer. Cet échec a certainement été attribué à Iakoubovitch, puisque le procès Zinoviev-Kamenev était programmé pour obtenir que je sois immédiatement livré au G.P.U.

On lui a attribué une autre faute, liée au deuxième procès, à propos de l'arrivée de Piatakov, à bord d'un avion allemand, à Oslo où il devait avoir avec moi une entrevue criminelle. Comme on le sait, les faits établis sans discussion possible pour les autorités norvégiennes, réfutent entièrement le témoignage de Piatakov; pas un seul avion étranger n'a atterri à l'aéroport d'Oslo pendant tout le mois de décembre 1935. La commission internationale de New York a établi tous les faits relatifs à cet incident, dans leur totalité et avec une précision irréprochable (voir *Not Guilty*, pp. 173-191). L'échec de la justice soviétique sur ce point central ne pouvait pas ne pas être imputé à Iakoubovitch, puisque c'est évidemment par son intermédiaire, précisément, que le G.P.U. réunissait les informations concernant ma vie en Norvège, les conditions de ce pays, l'aéroport d'Oslo en particulier. Pour sa part, Iakoubovitch a fait ce qu'il a pu. Mais les bourdes révélées par le procès suffisaient largement pour faire fusiller un malheureux diplomate.

Bien entendu, devant le tribunal, Iakoubovitch ne va pas se repentir d'avoir fourni au G.P.U. des informations médiocres non vérifiées et d'avoir été négligent. Il est probable que c'est une autre tâche qu'on lui assignera, à savoir de donner des éléments nouveaux susceptibles d'effacer au moins en partie la très mauvaise impression laissée par le fiasco de la déclaration de Piatakov. Que sera l'aveu de Iakoubovitch, que l'on prépare actuellement ? On peut imaginer sans peine plusieurs variantes. Prenons une de ces hypothèses pour donner un exemple concret des méthodes de la justice stalinienne.

Iakoubovitch peut avouer qu'il a réellement fait partie d'un complot trotskyste et qu'il était l'ami le plus proche et l'allié de Piatakov. Ce serait précisément lui, Iakoubovitch, qui aurait organisé le voyage de Piatakov de Berlin à Oslo. L'atterrissage n'aurait pas du tout eu lieu à l'aéroport, mais dans un fjord, et en outre, lui, Iakoubovitch, aurait amené Piatakov, dans sa propre voiture, à son appartement et l'aurait ensuite mené rencontrer Trotsky. Piatakov aurait fait un faux témoignage devant le tribunal en ce qui concerne le moment et l'endroit de l'atterrissage afin de protéger son ami Iakoubovitch. Les données nouvelles sur ce voyage imaginaire qu'on chargera Iakoubovitch de produire, reposeront vraisemblablement sur une recherche et des combinaisons plus sérieuses... Peut-être même avec quelques témoins « de hasard » prévus d'avance.

Bien entendu, il ne s'agit pour nous que d'une hypothèse. Le futur procès, s'il a lieu, permettra de la vérifier⁴. Il est très

¹ Konstantin K. Iouréniev (1888-1938), vieux-bolchevik, avait été ambassadeur au Japon de 1933 à 1937, puis envoyé à Berlin. D. V. Bogomolov avait été ambassadeur en Chine de 1933 à 1938. Vladimir A. Antonov-Ovseenko (1884-1938), officier mutiné à la tête de ses troupes en 1905, avait milité en émigration avec Trotsky et commandé les Gardes rouges lors de l'insurrection d'Octobre.

Membre de l'Opposition de 1923, il avait été écarté par Staline de la direction de l'armée. Il avait alors renié l'Opposition. Pendant la guerre civile, au moment de la chasse aux trotskystes et aux poumistes, il était consul général d'U.R.S.S. à Barcelone. Marcel Rosenberg avait été collaborateur de Joffé dans l'ambassade de Berlin en 1918; il avait été en 1936 le premier ambassadeur d'U.R.S.S. en Espagne. Qu'avaient-ils de commun ? Leur passé de militants ? Ou une connaissance de « secrets » diplomatiques qui les rendaient tous dangereux au même moment ? Iouréniev et Antonov avaient été membres de l'opposition.

² Khristian G. Rakovsky (1873-1941), figure de proue du socialisme balkanique avant la guerre, président du gouvernement ukrainien pendant la guerre civile, puis diplomate avant d'être déporté en 1928, avait été non seulement l'ami de Trotsky mais l'un des chefs de l'Opposition. Il avait capitulé en 1934. Il avait été arrêté en 1936 et préparé en prison par les agents du G.P.U. auxquels malgré son âge et sa maladie de cœur, il résista huit mois. Il avait été condamné à une peine de prison au troisième procès de Moscou, en mars précédent.

³ Michael Puntervold (1879-1937) était membre du parti gouvernemental, le D.N.A et apporta effectivement quelques informations à Trotsky.

⁴ Le procès n'eut pas lieu. Parmi les personnalités nommées à son propos et qu'on s'attendait à y voir figurer, au moins Iouréniev, Antonov-Ovseenko, Rosenberg, furent passés par les armes à cette époque, sans jugement.

vraisemblable que cet article obligera Vychinsky à choisir une autre variante et à introduire les modifications correspondantes dans l'accusation et dans le témoignage de Iakoubovitch. Nous essaierons de découvrir à temps les indices de ces changements. Le travail du G.P.U. est suffisamment grossier et il laisse toujours des traces malpropres. En tout cas, seule l'hypothèse que nous venons d'avancer nous permet de comprendre comment un diplomate de troisième ordre, dénué de tout intérêt pour la politique, occupant un poste pacifique dans la super-pacifique Norvège, pourrait - si l'on en croit l'information qui provient de différentes - se trouver placé presque à la tête d'un complot de diplomates.

En tout cas, j'ajouterai que je n'ai jamais rencontré Iakoubovitch, que je n'ai eu avec lui aucun rapport politique, ni directement ni indirectement, et que, pendant mon séjour en Norvège, je le considérais comme mon pire ennemi qui, sans regarder à la dépense, menait contre moi une campagne de calomnie.

Apparemment, ceux qui succéderont à Iakoubovitch sur le banc des accusés auront à répondre de ses nouvelles et inévitables bourdes, si Staline réussit encore à maintenir en mouvement pendant quelque temps le tapis roulant de ses falsifications.

[L'affaire Josephy]

(25 juillet 1938)

Lettre à A. Goldman (8293), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Ami,

Je n'ai encore reçu aucune réponse de l'éditeur de la revue *Ken*¹. Il est possible qu'il ne se rende pas compte de l'importance de toute cette affaire. Le G.P.U. est en train d'accuser à Barcelone des révolutionnaires sincères des crimes les plus absurdes et de les amalgamer avec des espions, des agents de Franco² etc. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le caractère des impostures staliniennes parce qu'elles sont analysées de façon exhaustive dans le verdict de la commission Dewey (*Not Guilty*, rapport de la commission d'enquête sur les procès de Moscou).

Les actions de M. Josephy constituent une imposture littéraire qui sert les intérêts des organisateurs de l'imposture judiciaire. M. Josephy connaissait très bien l'importance de cette affaire. Il dit dans son article : « *Mis au pied du mur par les sympathisants de Staline, ses (de Trotsky) seuls moyens de défense sont d'être interviewé et que ses déclarations soient correctement citées dans la presse internationale.* » C'est là une question du plus grand intérêt politique et moral, pas seulement mon affaire, mais celle de centaines et de milliers de gens. L'imposture littéraire est ici plus évidente que jamais auparavant.

Vous avez entre vos mains l'engagement signé de M. Josephy de publier intégralement mes déclarations ou ne pas les publier du tout. Je crois que M. Josephy a consciemment abusé l'éditeur de *Ken*. L'éditeur peut corriger sa confiance injustifiée en M. Josephy en publiant immédiatement ma lettre. Autrement je devrai défendre mes intérêts politiques et moraux par d'autres moyens.

¹ Cf. pp. 113-114.

² Francisco Franco y Bahamonde (1892-1975), officier de carrière qui avait servi dans la guerre du Rif, était chef d'état-major de l'armée pendant le *bienio negro*, et fut envoyé aux Canaries par le gouvernement de Front populaire qu'il avait proposé au président de balayer. Il continua à conspirer et devint le « caudillo » des forces nationalistes insurgées.

[Pour publier]

(27 juillet 1938)

Lettre à M. Abern (7253), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Abern¹,

Je vous envoie une copie de ma lettre au juge d'instruction de Paris, le juge Pagenel². Serait-il possible de la placer soit dans le *New York Times*, le *Herald Tribune* ou le *Post* ? Je doute que le journal l'accepte en français, de sorte qu'il faudra faire à New York une traduction soignée. Pour cela nous vous envoyons les textes français et russe.

Je vous envoie également un article concernant les procès de Moscou, celui sur les diplomates. Ce serait très bien si le *New York Times* acceptait cet article comme écrit en exclusivité pour lui (je ne demande aucune rémunération). S'il refuse, vous pouvez utiliser l'article comme un communiqué de presse général. J'espère que cette lettre ne vous atteindra pas après le 30 et que vous n'aurez pas besoin de plus de deux jours pour régler toute cette affaire. Nous retarderons donc la publication de cet article ici jusqu'à un mot de vous de façon à ce qu'il paraisse simultanément à New York et à Mexico. Le moyen le meilleur et le moins coûteux serait pour le *New York Times* de me faire savoir par câble, soit par Kluckhohn³ soit directement à moi la date de sa publication.

On vous envoie une copie de l'article d'Elsa Reiss séparément par la poste ordinaire.

¹ Martin Abern (1898-1949) avait adhéré aux jeunesses socialistes à Minneapolis en 1912 et avait été secrétaire du S.P. de Minnesota avant de passer au P.C. en 1919. Il avait été délégué au 4^e congrès de l'I.C. en 1922, secrétaire des jeunesses puis collaborateur de Cannon. « Organisateur » réputé, il était l'un des « pères fondateurs » de l'Opposition aux E.U. et un des dirigeants du S.W.P.

² Cf. pp. 353-359.

³ Frank L. Kluckhohn (1907-1970), journaliste au *N.Y. Times* était mal vu de Trotsky qui le trouvait bien complaisant avec Moscou.

Discussion sur une éventuelle fusion avec les lovestonistes

(29 juillet 1938)

Compte rendu sténographique d'une discussion (T4395), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Weber. - Les lovestonistes ont discuté dans leur journal la question de l'unité avec nous. Mon impression est que Lovestone y est tout à fait opposé, mais que la base a un sentiment pour l'unité. N'aurions-nous pas dû intervenir ? Ne pensez-vous pas que nous aurions dû reprendre cette question dans notre presse, intervenir à ce moment et en parler ?

Trotsky. - Je crois qu'il nous faut aborder cette question très calmement, très sérieusement et même amicalement. Une chose est que nous devons continuer nos articles de polémique contre Lovestone, mais si nous avons une raison objective d'affirmer qu'une partie des lovestonistes cherchent la fusion avec nous, nous dirons bien entendu que nous serions heureux de faire une telle fusion. La question est seulement sur quelle base.

Il est indiscutable que, sur quelques questions très importantes, les divergences s'atténuent. Sur la question très aiguë des procès de Moscou, la question est de savoir si nous sommes des communistes révolutionnaires ou des fascistes. La question est, je crois, particulièrement importante, surtout pour une fusion. Hier, ils étaient d'avis que nous étions fascistes et, Dieu merci, maintenant, ils ont compris que nous ne l'étions pas. Bien. Dans l'appréciation d'ensemble du régime stalinien (l'appréciation sur les procès de Moscou n'est qu'une partie de notre appréciation sur l'Etat soviétique) - oui, nous constatons qu'ils se sont un peu rapprochés de notre position, mais il reste une question très importante.

Si nous divergeons seulement de cinq ou de dix degrés, la divergence internationale est énorme. Quelle est notre position internationale : le bureau de Londres¹ ou la IV^e Internationale ? C'est la question. En Espagne il y a le P.O.U.M.² et un parti révolutionnaire. C'est là la question. Nous ne pouvons fusionner avec le P.O.U.M. et nous ne pouvons fusionner avec le bureau de Londres. Il vous faut vérifier votre orientation nationale par ses projections internationales. C'est ce dont il s'agit pour vous et nous discuterons franchement avec vous les questions que nous avons discutées avec vous dans le passé, sur la base de notre existence en tant qu'organisation indépendante. Il y avait la Révolution russe. C'est un test. Puis la Révolution chinoise - c'est par là que nous avons commencé. Le comité anglo-russe, l'attitude à l'égard du Labor Party et des syndicats.

Maintenant nous avons fait des expériences nouvelles de grandes dimensions et il semble que cette fois nous nous sommes organisées dans une nouvelle Internationale. Nous avons un programme de revendications de transition. Qu'en dites-vous ? Notre appréciation des centristes ? Notre appréciation du P.O.U.M. ? Le Labor Party ? Je crois que le plus important maintenant est le P.O.U.M., à cause de la défaite de la révolution espagnole. Je remercie beaucoup M. Bertram Wolfe³ [qui pense] que je ne suis pas un agent de Hitler, mais que pensez-vous du P.O.U.M. ?

Weber. - *Au cas d'une proposition concrète de fusion, pourrions-nous admettre dans notre parti des hommes comme Lovestone, Wolfe ?*

Trotsky. - Je crois exclu que nous puissions travailler avec ces hommes. J'ai la sincère conviction que la vieille génération est totalement finie, épuisée. Nous le voyons même dans nos propres rangs. Il est difficile de travailler avec les vieux - les Sneevliet, Serge et même Rosmer. Vereeken aussi appartient à la vieille génération. A cause des catastrophes, des séries de défaites, ils ont été jetés à terre et maintenant leur mécontentement contre la marche de l'Histoire les rend très critiques et défiants ; ils n'ont pas de patience et la patience est une qualité très nécessaire chez un révolutionnaire. Chaque fois, ils voient la cause dans notre propre mouvement, parce qu'il n'est pas assez fort. C'est pourquoi nous devons prendre appui sur les jeunes, nos seuls éléments suffisamment persistants et forts pour continuer de l'avant après toutes les défaites.

Les Lovestone et consorts ont montré il y a quinze ans qu'ils ne sont que des bureaucrates s'adaptant à n'importe qui au pouvoir. D'abord Lénine et Trotsky, puis Zinoviev, et Kamenev, puis Staline, et, comme Staline était le dernier espoir, ils sont restés avec lui jusqu'au dernier moment. Maintenant ils sont avec Martin⁴ dans le syndicat de l'auto dans le sens que, dans leur travail syndical, ils soutiennent Martin. Ils sont absolument incapables d'aller avec les masses contre les chefs. Toute leur mentalité est d'adopter un chef. Il est possible qu'ils puissent même s'adapter à nous pour un temps.

C'est pourquoi nous devons intervenir tranquillement et librement auprès de la base et vérifier les dirigeants par des questions concrètes dans la discussion. Nous avons vu avec les mustistes que leurs leaders de second plan ont été éliminés dans le cours de la discussion. Puis Muste est resté un certain temps. Il est également possible que Wolfe et Lovestone scissionnent. Nous ne pouvons voir ces détails, mais si c'est un épisode conjoncturel nécessaire, nous pouvons même accepter cela à la condition qu'on commence par nos divergences actuelles - la question d'Espagne.

Weber. - *Sur la question des groupes de défense, la question s'est posée en France aussi. A l'époque, c'est Craipeau⁵ qui l'a posée et elle a une signification pratique dans notre tentative de construire notre groupe de défense à Newark, bien que je pense que nos propres forces sont si faibles qu'elles sont découragées à l'idée de former un groupe de défense; ils sont si peu nombreux ceux qui conviendraient à ce type de travail. Nous pourrions encore former un groupe de défense, mais serait-il possible de prendre des ouvriers de l'Alliance ouvrière et des syndicats pour essayer de former un organisme plus large et ainsi d'encourager les nôtres ?*

Trotsky. - Je crois que c'est la seule voie si nous avons la moindre possibilité de faire cela. Bien entendu, nous ne pouvons commencer qu'avec la sélection de quelques éléments militants en tant que futurs organisateurs, pas au nom de notre parti, mais

¹ Le « bureau pour l'unité révolutionnaire socialiste » regroupait un certain nombre de formations centristes, l'I.L.P. britannique, le S.A.P. allemand, le P.O.U.M., etc.

² Le P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista) avait été constitué par la fusion du Bloc ouvrier et paysan de **Maurin** avec différents groupes dont la Izquierda comunista de Nin. Trotsky l'avait critiqué pour son « adaptation » au Front populaire.

³ Bertram D. Wolfe (1896-1977) avait été, avec Lovestone à New York l'un des plus jeunes dirigeants du jeune P.C. américain, à partir de 1919. Il était membre de l'exécutif de l'I.C. en 1928 mais fut exclu en 1929. Il milita alors, toujours avec Lovestone, dans la C.P. Opposition puis l'Independent Labor League. Il avait reconnu publiquement que Trotsky avait eu raison contre lui et ses camarades sur les procès de Moscou.

⁴ Warren Homer Martin (1902-1968), champion de triple saut, pasteur, alla travailler en usine en 1932 et devint un des organisateurs du syndicat de l'auto, l'U.A.W., dont il fut vice-président en 1935, puis président en 1936. Il était entouré et conseillé par les lovestonistes.

⁵ Yvan Craipeau (né en 1913) avait dirigé les jeunessees léninistes.

dans les syndicats, Alliance ouvrière, etc. car il est clair qu'ils seront les premières victimes des bandits fascistes. Après, il ne s'agit plus que de former ces groupes et de les lier entre eux. Nos camarades doivent essayer d'être le lien entre les groupes différents.

Mais il faut faire ce travail sur la base des organisations de masses existantes. En Allemagne la question était de savoir si ces organisations allaient se battre. C'était le front uni. Les social-démocrates avaient leur Front de fer avec les catholiques, etc., avec les partis bourgeois. Notre problème était que l'organisation social-démocrate se sépare des bourgeois et s'unisse avec le Front rouge. Ici, il ne s'agit que d'inculquer la nécessité du parti. Là-bas, c'était la question de savoir à quel parti adhérer. Ici, il s'agit d'inculquer aux organisations existantes la nécessité de se défendre. Pour renverser la société, il nous faut avoir ces groupes de défense. Il nous faut leur donner pour longtemps un caractère d'organisations de défense. Nous devons défendre nos droits et notre Ire existence.

Pour un art révolutionnaire indépendant

(25 juillet 1938)

Le manifeste « pour un art révolutionnaire indépendant » qui devait paraître sous la double signature d'André Breton et de Diego Rivera avait été en réalité le fruit d'un travail commun de Trotsky et d'André Breton. Pour permettre au lecteur de démêler les parts respectives des deux auteurs de ce texte célèbre, nous avons reproduit, suivant en cela une idée de Marlène Kadar, à gauche le texte tel qu'il fut publié en français, à droite la version qui se trouve dans les archives de Trotsky à la Houghton Library de Harvard, et qui est le projet rédigé par Breton. Un commentaire très complet se trouve aux pages 140-145 de la thèse de Marlene Kadar, *Cultural Politics in the 1930s. Partisan Review, the Surrealists and Leon Trotsky* (PhD, Edmonton, Alberta, 1983, 284 p.)

Texte définitif

1) On peut prétendre sans exagération que jamais la civilisation humaine n'a été menacée de tant de dangers qu'aujourd'hui. Les vandales, à l'aide de leurs moyens barbares, c'est-à-dire fort précaires, détruisirent la civilisation antique dans un coin limité de l'Europe. Actuellement, c'est toute la civilisation mondiale, dans l'unité de son destin historique, qui chancelle sous la menace de forces réactionnaires armées de toute la technique moderne. Nous n'avons pas seulement en vue la guerre qui s'approche. Dès maintenant, en temps de paix, la situation de la science et de l'art est devenue absolument intolérable¹.

2) En ce qu'elle garde d'individuel dans sa genèse, en ce qu'elle met en œuvre de qualités subjectives pour dégager un certain fait qui entraîne un enrichissement objectif, une découverte philosophique, sociologique, scientifique ou artistique apparaît comme le fruit d'un *hasard* précieux, c'est-à-dire comme une manifestation plus ou moins spontanée de la *nécessité*. On ne saurait négliger un tel apport, tant du point de vue de la connaissance générale (qui tend à ce que se poursuivre l'interprétation du monde) que du point de vue révolutionnaire (qui, pour parvenir à la transformation du monde, exige qu'on se fasse une idée exacte des lois qui régissent son mouvement). Plus particulièrement, on ne saurait se désintéresser des conditions mentales dans lesquelles cet apport continue à se produire et, pour cela, ne pas veiller à ce que soit garanti le respect des lois spécifiques auxquelles est astreinte la création intellectuelle.

3) Or le monde actuel nous oblige à constater la violation de plus en plus générale de ces lois, violation à laquelle répond nécessairement un avilissement de plus en plus manifeste, non seulement de l'œuvre d'art, mais encore de la personnalité « artistique ». Le fascisme hitlérien, après avoir éliminé d'Allemagne tous les artistes chez qui s'était exprimé à quelque degré l'amour de la liberté, ne fût-ce que formelle, a astreint ceux qui pouvaient encore consentir à tenir une plume ou un pinceau à se faire les valets du régime et à le célébrer par ordre, dans les limites extérieures de la pire convention. A la publicité près, il en a été de même en U.R.S.S. au cours de la période de furieuse réaction que voici parvenue à son apogée.

4) Il va sans dire que nous ne nous solidarisons pas un instant, quelle que soit sa fortune actuelle, avec le mot d'ordre : « Ni fascisme ni communisme », qui répond à la nature du philistin conservateur et effrayé, s'accrochant aux vestiges du passé « démocratique ». L'art véritable, c'est-à-dire celui qui ne se contente pas de variations sur des modèles tout faits mais s'efforce de donner une expression aux besoins intérieurs de l'homme et de l'humanité d'aujourd'hui, ne peut pas ne pas être

Texte des Archives Trotsky

1) L'analyse des superstructures idéologiques, qui permet, en dernière instance, de ne voir dans certaines d'entre elles (la religion, la morale) que le reflet pur et simple des conditions économiques de la vie, laisse subsister comme *partiellement* irréductibles à cette dernière donnée trois facteurs, qui contribuent pour une part autonome à la modification progressive de la société. Il s'agit de l'art, de la science et de la poursuite de l'idéal social sous sa forme la plus élevée. Certes ces trois domaines ne peuvent aucunement prétendre se soustraire à l'emprise de la puissance prépondérante qui revient, en fin de compte, au développement économique. Mais en eux trouvent à se traduire des aspirations distinctes, fondamentales, capables de réagir sur la base de la nécessité matérielle et de fournir certains éléments complémentaires d'appréciation. Toute autre conception historique verserait inévitablement dans le fatalisme.

2) En ce qu'elle garde d'individuel dans sa genèse, en ce qu'elle met en œuvre de qualités subjectives pour dégager un certain fait qui entraîne un enrichissement objectif, une découverte philosophique, sociologique, scientifique ou artistique apparaît comme le fruit d'un *hasard* précieux, c'est-à-dire comme une manifestation plus ou moins spontanée de la *nécessité*. On ne saurait négliger un tel apport, tant du point de vue de la connaissance générale (qui tend à ce que se poursuivre l'interprétation du monde) que du point de vue révolutionnaire (qui, pour parvenir à la transformation du monde, exige qu'on se fasse une idée exacte des lois qui régissent son mouvement). Plus particulièrement, on ne saurait se désintéresser des conditions mentales dans lesquelles cet apport est appelé à se produire. Il est vital, non seulement pour l'artiste mais pour la société que nous voulons construire que cet apport continue à se produire et pour cela que soit garanti le respect des lois spécifiques auxquelles est astreinte la création intellectuelle.

3) Or le monde actuel nous oblige à constater la violation de plus en plus générale de ces lois, violation à laquelle répond nécessairement un avilissement de plus en plus manifeste, non seulement de l'œuvre d'art, mais encore de la personnalité « artistique ». Le fascisme hitlérien, après avoir éliminé d'Allemagne tous les artistes chez qui s'était exprimé à quelque degré l'amour de la liberté, ne fût-ce que formelle, a astreint ceux qui pouvaient encore consentir à tenir une plume ou un pinceau à se faire les valets du régime et à le célébrer par ordre, dans les limites extérieures de la pire convention. A la publicité près, il en a été de même en U.R.S.S. au cours de la période de furieuse réaction que voici parvenue à son apogée.

¹ Ce paragraphe est indubitablement de la main de Trotsky.

révolutionnaire, c'est-à-dire ne pas aspirer à une reconstruction complète et radicale de la société, ne serait-ce que pour affranchir la création intellectuelle des chaînes qui l'entravent et permettre à toute l'humanité de s'élever à des hauteurs que seuls des génies isolés ont atteintes dans le passé. En même temps, nous reconnaissons que seule la révolution sociale peut frayer la voie à une nouvelle culture. Si, cependant, nous rejetons toute solidarité avec la caste actuellement dirigeante en U.R.S.S., c'est précisément parce qu'à nos yeux elle ne représente pas le communisme mais en est l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux¹.

5) Sous l'influence du régime totalitaire de l'U.R.S.S. et par l'intermédiaire des organismes dits « culturels » qu'elle contrôle dans les autres pays, s'est étendu sur le monde entier un profond crépuscule hostile à l'émergence de toute espèce de valeur spirituelle. Crépuscule de boue et de sang dans lequel, déguisés en intellectuels et en artistes, trempent des hommes qui se sont fait de la servilité un ressort, du reniement de leurs propres principes un jeu pervers, du faux témoignage vénal une habitude et de l'apologie du crime une jouissance. L'art officiel de l'époque stalinienne reflète avec une cruauté sans exemple dans l'histoire leurs efforts dérisoires pour donner le change et masquer leur véritable rôle mercenaire.

6) La sourde réprobation que suscite dans le monde artistique cette négation éhontée des principes auxquels l'art a toujours obéi et que des Etats même fondés sur l'esclavage ne se sont pas avisés de contester si totalement doit faire place à une condamnation implacable. L'opposition artistique est aujourd'hui une des forces qui peuvent utilement contribuer au discrédit et à la ruine des régimes sous lesquels s'abîme, en même temps que le droit pour la classe exploitée d'aspirer à un monde meilleur, tout sentiment de la grandeur et même de la dignité humaine.

7) La révolution communiste n'a pas la crainte de l'art. Elle sait qu'au terme des recherches qu'on peut faire porter sur la formation de la vocation artistique dans la société capitaliste qui s'écroule, la détermination de cette vocation ne peut passer que pour le résultat d'une collision entre l'homme et un certain nombre de formes sociales qui lui sont adverses. Cette seule conjoncture, au degré près de conscience qui reste à acquérir, fait de l'artiste son allié prédisposé. Le mécanisme de *sublimation*, qui intervient en pareil cas, et que la psychanalyse a mis en évidence, a pour objet de rétablir l'équilibre rompu entre le « moi » cohérent et les éléments refoulés. Ce rétablissement s'opère au profit de l'« idéal du moi » qui dresse contre la réalité présente, insupportable, les puissances du monde intérieur, du « soi », communes à tous les hommes et constamment en voie d'épanouissement dans le devenir. Le besoin d'émancipation de l'esprit n'a qu'à suivre son cours naturel pour être amené à se fondre et à se retremper dans cette nécessité primordiale : le besoin d'émancipation de l'homme.

8) Il s'ensuit que l'art ne peut consentir sans déchéance à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner, à des fins pragmatiques, extrêmement courtes. Mieux vaut se fier au don de préfiguration qui est l'apanage de tout artiste authentique, qui implique un commencement de résolution (virtuel) des contradictions les plus graves de son époque et oriente la pensée de ses contemporains vers l'urgence de l'établissement d'un ordre nouveau.

5) Sous l'influence de l'U.R.S.S. et par l'intermédiaire des organismes dits « culturels » qu'elle contrôle dans les autres pays, s'est étendu sur le monde entier un profond crépuscule hostile à l'émergence de toute espèce de valeur spirituelle. Crépuscule de boue et de sang dans lequel, déguisés en intellectuels et en artistes, trempent des hommes qui se sont fait de la servilité un ressort, du reniement de leurs propres principes un jeu pervers, du faux témoignage vénal une habitude et de l'apologie du crime une jouissance. L'art officiel de l'époque stalinienne reflète avec une cruauté sans exemple dans l'histoire leur véritable rôle mercenaire.

6) La sourde réprobation que suscite dans le monde artistique cette négation éhontée des principes auxquels l'art a toujours obéi et que les Etats même fondés sur l'esclavage ne se sont pas avisés de contester si totalement doit faire place à une condamnation implacable. L'opposition artistique est aujourd'hui une des forces qui peuvent utilement contribuer au discrédit et à la ruine des régimes sous lesquels s'abîme, en même temps que le droit pour la classe exploitée d'aspirer à un monde meilleur, tout sentiment de la grandeur et même de la dignité humaine.

7) La Révolution communiste n'a pas la crainte de l'art. Elle sait qu'au terme des recherches qu'on peut faire porter sur la formation de la vocation artistique dans la société capitaliste qui s'écroule, la détermination de cet homme et un certain nombre de formes sociales qui lui sont adverses. Cette seule conjoncture, au degré près de conscience qui reste à acquérir, fait de l'artiste son allié prédisposé. Le mécanisme de *sublimation*, qui intervient en pareil cas, et que la psychanalyse a mis en évidence, a pour objet de rétablir l'équilibre rompu entre le « moi » cohérent et les éléments refoulés. Ce rétablissement s'opère au profit de l'« idéal du moi » qui dresse contre la réalité présente, insupportable, les puissances du monde intérieur, du « soi », communes à tous les hommes et incessamment en voie d'épanouissement dans le devenir. Le besoin d'émancipation de l'esprit n'a qu'à suivre son cours naturel pour être amené à se fondre et à se retremper dans cette nécessité primordiale : le besoin d'émancipation de l'homme.

8) Il s'ensuit que l'art ne peut consentir sans déchéance (cesser d'être lui-même) à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner, à des fins pragmatiques, extrêmement courtes. Mieux vaut se fier au don de préfiguration qui est l'apanage de tout artiste authentique, qui implique un commencement de résolution virtuel de résolution des contradictions les plus graves de son temps et oriente la pensée de ses contemporains vers l'urgence de l'établissement d'un ordre nouveau. Pour l'art, dit Marx, on sait que des périodes de floraison déterminées ne sont aucunement en rapport avec le développement général de la société, ni, par conséquent, avec la base matérielle, l'ossature, en quelque sorte, de son organisation.

¹ On notera dans ce paragraphe incontestablement rédigé par Trotsky l'affirmation concernant « l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux », déjà rencontrée, se refusant ainsi à faire une balance égale entre « stalinisme » et « social-démocratie », contrairement à une interprétation couramment répétée.

9) L'idée que le jeune Marx s'était fait du rôle de l'écrivain exige, de nos jours, un rappel vigoureux. Il est clair que cette idée doit être étendue, sur le plan artistique et scientifique, aux diverses catégories de producteurs et de chercheurs. « L'écrivain, dit-il, doit naturellement gagner de l'argent pour pouvoir vivre et écrire, mais il ne doit en aucun cas vivre et écrire pour gagner de l'argent... L'écrivain ne considère aucunement ses travaux comme un *moyen*. Ils sont des *buts en soi*, ils sont si peu un moyen pour lui-même et pour les autres qu'il sacrifie au besoin son existence à leur existence... *La première condition de la liberté de la presse consiste à ne pas être un métier*. Il est plus que jamais de circonstance de brandir cette déclaration contre ceux qui prétendent assujettir l'activité intellectuelle à des fins extérieures à elle-même et, au mépris de toutes les déterminations historiques qui lui sont propres, régenter, en fonction de prétendues raisons d'Etat, les thèmes de l'art. Le libre choix de ces thèmes et la non restriction absolue en ce qui concerne le champ de son exploration constituent pour l'artiste un bien qu'il est en droit de revendiquer comme inaliénable. En matière de création artistique, il importe essentiellement que l'imagination échappe à toute contrainte, ne se laisse sous aucun prétexte imposer de filière. A ceux qui nous presseraient, que ce soit pour aujourd'hui ou pour demain, de consentir à ce que l'art soit soumis à une discipline que nous tenons pour radicalement incompatible avec ses moyens, nous opposons un refus sans appel et notre volonté délibérée de nous en tenir à la for mule : **toute licence en art**.

10) Nous reconnaissons, bien entendu, à l'Etat révolutionnaire le droit de se défendre contre la réaction bourgeoise agressive, même lorsqu'elle se couvre du drapeau de la science ou de l'art. Mais entre ces mesures imposées et temporaires d'auto-défense révolutionnaire et la prétention d'exercer un commandement sur la création intellectuelle de la société, il y a un abîme. Si, pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime *socialiste* de plan centralisé, pour la création intellectuelle elle doit dès le début même établir et assurer un régime *anarchiste* de liberté individuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ! Les diverses associations de savants et les groupes collectifs d'artistes qui travailleront à résoudre des tâches qui n'auront jamais été si grandioses peuvent surgir et déployer un travail fécond uniquement sur la base d'une libre amitié créatrice, sans la moindre contrainte de l'extérieur.

12) Dans la période présente, caractérisée par l'agonie du capitalisme, tant démocratique que fasciste, l'artiste, sans même qu'il ait besoin de donner à sa dissidence sociale une forme manifeste, se voit menacé de la privation du droit de vivre et de continuer son œuvre par le retrait devant celle-ci de tous les moyens de diffusion. Il est naturel qu'il se tourne alors vers les organisations staliniennes qui lui offrent la possibilité d'échapper à

9) L'idée que Marx s'est faite du rôle de l'écrivain exige, de nos jours, un rappel rigoureux. Il est clair que cette idée doit être étendue, sur le plan artistique et scientifique, aux diverses catégories de producteurs et de chercheurs. « L'écrivain, dit-il, doit naturellement gagner de l'argent pour pouvoir vivre et écrire, mais il ne doit en aucun cas vivre et écrire pour gagner de l'argent... L'écrivain ne considère aucunement ses travaux comme un *moyen*. Ils sont des *buts en soi*, ils sont si peu un moyen pour lui-même et pour les autres qu'il sacrifie au besoin son existence à leur existence... *La première condition de la liberté de la presse consiste à ne pas être un métier*. » Il est plus que jamais de circonstance de brandir cette déclaration contre ceux qui prétendent assujettir l'activité intellectuelle à des fins extérieures à elle-même et, au mépris de toutes les déterminations historiques qui lui sont propres, régenter, en fonction de prétendues raisons d'Etat, les thèmes de l'art. Le libre choix de ces thèmes et la non restriction absolue en ce qui concerne le champ de son exploration constituent pour l'artiste un bien qu'il est en droit de revendiquer comme inaliénable. Hors évidemment, le cas où son (??) œuvre prendrait un sens hostile à la cause de l'émancipation humaine, ou entrerait en contradiction avec le matérialisme dialectique qui en est la clé) il ne doit avoir à répondre que devant son propre tribunal des formes de tentation variables qu'il subit. En matière de création artistique, il importe essentiellement que l'imagination échappe à toute contrainte, ne se laisse sous aucun prétexte imposer de filière. A ceux qui nous presseraient... que ce soit pour aujourd'hui ou pour demain, de consentir à ce que l'art soit soumis à une discipline que nous tenons pour radicalement incompatible avec ses moyens, nous opposons un refus sans appel et notre volonté délibérée de nous en tenir à la formule : **toute licence en art, sauf contre la révolution prolétarienne**¹.

11) De ce qui vient d'être dit il découle clairement qu'en défendant la liberté de la création, nous n'entendons aucunement justifier l'indifférentisme politique et qu'il est loin de notre pensée de vouloir ressusciter un soi-disant art « pur » qui d'ordinaire sert les buts plus qu'impurs de la réaction. Non, nous avons une trop haute idée de la fonction de l'art pour lui refuser une influence sur le sort de la société. Nous estimons que la tâche suprême de l'art à notre époque est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution. Cependant, l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il s'est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur.

12) Dans la période présente, caractérisée par l'agonie du capitalisme, l'artiste, sans même qu'il donne à sa dissidence sociale une forme manifeste, se voit menacé de la privation du droit de vivre (??) et de continuer son œuvre par le retrait devant celle-ci de tous les moyens de diffusion. Il est naturel qu'il se tourne alors vers... les organisations staliniennes qui lui offrent là le moyen d'échapper à son isolement... mais la

¹ On relève ici que Breton avait écrit « toute licence en art, sauf contre la révolution prolétarienne » - et que Trotsky n'a pas estimé qu'il s'agirait là d'une véritable « licence » pour l'art, faisant supprimer la réserve « sauf contre la révolution prolétarienne ».

son isolement. Mais la renonciation de sa part à tout ce qui peut constituer son message propre et les complaisances terriblement dégradantes que ces organisations exigent de lui en échange de certains avantages matériels lui interdisent de s'y maintenir, pour peu que la démoralisation soit impuissante à avoir raison de son caractère. Il faut, dès cet instant, qu'il comprenne que sa place est ailleurs, non pas parmi ceux qui trahissent la cause de la révolution en même temps, nécessairement, que la cause de l'homme, mais parmi ceux qui témoignent de leur fidélité inébranlable aux principes de cette révolution, parmi ceux qui, de ce fait, restent seuls qualifiés pour l'aider à s'accomplir et pour assurer par elle la libre expression ultérieure de tous les modes du génie humain.

13) Le but du présent appel est de trouver un terrain pour réunir les tenants révolutionnaires de l'art, pour servir la révolution par les méthodes de l'art et défendre la liberté de l'art elle-même contre les usurpateurs de la révolution. Nous sommes profondément convaincus que la rencontre sur ce terrain est possible pour les représentants de tendances esthétiques, philosophiques et politiques passablement divergentes. Les marxistes peuvent marcher ici la main dans la main avec les anarchistes, à condition que les uns et les autres rompent implacablement avec l'esprit policier réactionnaire, qu'il soit représenté par Joseph Staline ou par son vassal Garcia Oliver¹.

14) Des milliers et des milliers de penseurs et d'artistes isolés, dont la voix est couverte par le tumulte odieux des falsificateurs enrégimentés, sont actuellement dispersés dans le monde. De nombreuses petites revues locales tentent de grouper autour d'elles des forces jeunes, qui cherchent des voies nouvelles, et non des subventions. Toute tendance progressive en art est flétrie par le fascisme comme une dégénérescence. Toute création libre est déclarée fasciste par les stalinistes. L'art révolutionnaire indépendant doit se rassembler pour la lutte contre les persécutions réactionnaires et proclamer hautement son droit à l'existence. Un tel rassemblement est le but de la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (F.I.A.R.I.) que nous jugeons nécessaire de créer.

15) Nous n'avons nullement l'intention d'imposer chacune des idées contenues dans cet appel, que nous ne considérons nous-mêmes que comme un premier pas dans la nouvelle voie. A toutes les représentations de l'art, à tous ses amis et défenseurs qui ne peuvent manquer de comprendre la nécessité du présent appel, nous demandons d'élever la voix immédiatement. Nous adressons la même injonction à toutes les publications indépendantes de gauche qui sont prêtes à prendre part à la création de la Fédération internationale et à l'examen de ses tâches et méthodes d'action.

16) Lorsqu'un premier contact international aura été établi par la presse et la correspondance, nous procéderons à l'organisation de modestes congrès locaux et nationaux. A l'étape suivante devra se réunir un congrès mondial qui consacrerait officiellement la fondation de la Fédération internationale.

Ce que nous voulons :

- l'indépendance de l'art – pour la révolution;
- la révolution - pour la libération définitive de l'art.

renonciation, de sa part, à tout ce qui peut constituer son message propre et les complaisances que ces organisations exigent de lui en échange de quelques possibilités matérielles lui interdisent de s'y maintenir, pour peu que la démocratisation soit impuissante à avoir raison de son caractère. Il faut, dès cet instant, qu'il comprenne que sa place est ailleurs, non pas parmi ceux qui trahissent ((?... à la fois la cour)) la cause de la Révolution en même temps ((?)), que la cause de l'homme, mais parmi ceux qui témoignent de leur fidélité inébranlable aux principes de cette Révolution, parmi ceux qui, de ce fait, restent seuls ((?)) qualifiés pour l'aider à s'accomplir et pour assurer par elle... la libre expression ultérieure de tous les modes du génie humain.

Ce que nous voulons :

- l'indépendance de l'art – pour la révolution;
- la révolution - pour la libération définitive de l'art.

¹ Garcia Oliver était anarchiste.

[Le manifeste sur l'art]

(30 juillet 1938)

Lettre à P. Rahv (9770), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher M. Rahv¹,

Diego Rivera et André Breton ont élaboré un manifeste qui vous a déjà été envoyé en français. J'ai participé à la discussion sans prendre la responsabilité d'une formulation secondaire ou d'une autre. Je juge ce manifeste un document très important. *Partisan Review* a, me semble-t-il, ici une occasion excellente d'utiliser ce document pour un pas en avant important. Il est grand temps de passer d'une critique générale et un peu vague à une initiative plus précise et organisationnelle.

Breton a quitté le Mexique pour la France et Diego l'a accompagné quelques jours à Veracruz. Je leur ai promis de vous écrire cette lettre. Si votre groupe accepte le manifeste, au moins dans sa ligne générale, il serait selon moi nécessaire :

1. D'assurer une bonne traduction en anglais.
2. De publier le manifeste dans le prochain numéro de *Partisan Review* et séparément en brochure.
3. D'ajouter aux deux signatures et adresses les signatures et adresses de *Partisan Review* (également des membres de son comité de rédaction personnellement).
4. De diffuser le manifeste imprimé aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans les autres pays anglo-saxons de façon aussi large que possible.
5. D'entrer en correspondance directement avec Breton et Diego Rivera.

Je crois pour ma part que la création de la F.I.A.R.I.² (voir manifeste) ouvrira la possibilité d'une collaboration plus systématique entre nous sans lier aucun des camps par des obligations organisationnelles les uns vis-à-vis des autres et sans limiter leur indépendance mutuelle.

J'attendrai votre réponse avec un grand intérêt.

¹ Né Ivan Greenberg en Ukraine russe, Philip *Rahv* (1908-1973) était arrivé à douze ans aux E.U., et avait fait tous les métiers. Venu à New York en 1932, il avait rejoint le P.C. et animé, avec son ami Phillips, les Clubs John Reed et la revue *Partisan Review*. Exclu pour son opposition aux procès de Moscou, il avait décidé de reprendre *Partisan Review*, abandonnée, et d'en faire une revue révolutionnaire. Il cherchait la collaboration de Trotsky.

² Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant.

[Problème de date]

(fin juillet 1938)

Lettre à J. Vanzler (10915) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Vanzler¹,

Il y a quelques semaines vous m'avez envoyé des notes sur le livre d'Arcomède², qui me sont très précieuses, notamment celles qui concernent les méthodes de l'officier de gendarmerie Lavrov qui, ainsi que vous le remarquez justement, a été le maître de Staline dans la façon d'obtenir des aveux « volontaires ». Vous citez dans votre lettre un extrait de la page 158 du livre d'Arcomède. Malheureusement, la période à laquelle Lavrov menait ses activités n'est pas précisée. Je pense que cela ne peut pas être au moment de la première incarcération de Staline, en 1902-1903, car les méthodes des gendarmes étaient alors beaucoup moins dures. Il doit s'agir de la période de réaction, après 1907. Il me serait absolument nécessaire de recevoir un complément d'information à ce sujet.

¹ Joseph Vanzler (1904-1956), d'origine russe, était étudiant en chimie à Harvard quand il avait rejoint l'Opposition de gauche au début des années trente. Il militait sous le nom de John G. Wright, avait traduit de nombreux écrits de Trotsky et collaborait à ses recherches pour la biographie de Staline.

² Il s'agit d'une histoire du mouvement social-démocrate au Caucase (cf. *Œuvres* 17, p. 263). Arcomède (Arkorned) était le pseudonyme d'un militant bolchevique du groupe de Genève, G. F. Karadjian dit aussi Karadjev. Le livre avait été édité à Genève avant la révolution et réédité en 1923 à Moscou.